



Bulletin trimestriel de conjoncture



Suivi de la conjoncture financière et bancaire
N° 139 – 1^{er} trimestre 2009

INSTITUT D'EMISSION DES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER
4, rue de la Compagnie – 97400 Saint-Denis

Sommaire

Méthodologie	4
1. Synthèse	6
2. L'enquête auprès des Etablissements de Crédit	13
3. Les actifs financiers de la clientèle non financière	14
<i>L'ensemble des actifs financiers détenus par les agents économiques</i>	<i>15</i>
<i>Les placements des ménages</i>	<i>17</i>
<i>Les disponibilités des entreprises</i>	<i>17</i>
4. Les passifs financiers de la clientèle non financière	18
4.1 <i>Concours consentis par les établissements de crédit locaux</i>	<i>18</i>
<i>L'évolution de l'endettement des agents économiques</i>	<i>18</i>
<i>L'endettement des ménages</i>	<i>19</i>
<i>L'endettement des entreprises</i>	<i>19</i>
4.2 <i>Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit</i>	<i>20</i>
5. Risques sectoriels	21
6. Rappel des taux	23
6.1 <i>Taux réglementés</i>	<i>23</i>
6.2 <i>Principaux taux de marché</i>	<i>23</i>
6.3 <i>Enquête de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises</i>	<i>23</i>
6.4 <i>Taux de l'usure</i>	<i>23</i>
7. Monnaie fiduciaire	24
7.1 <i>Emission mensuelle de billets euros</i>	<i>24</i>
7.2 <i>Emission mensuelle de pièces euros</i>	<i>24</i>

Méthodologie

1) Les établissements de crédit locaux et non installés localement

Pour l'IEDOM, deux critères cumulatifs président à l'attribution du statut d'établissement local : la présence d'un guichet sur place et la production de bilans et de comptes de résultat retraçant l'activité locale. Les établissements ne remplissant pas ces deux conditions sont considérés comme non installés localement. Ainsi, par exemple, l'Agence française de développement ou la CASDEN disposent effectivement d'un guichet sur place mais ne fournissent pas de bilan ou de compte de résultat local.

La Poste et le Trésor sont assimilés à des établissements locaux.

2) Enquête

L'enquête de conjoncture, effectuée par l'iedom auprès des dirigeants des principaux établissements de crédit installés localement, est réalisée trimestriellement (17 établissements sont concernés).

Cette enquête comporte 13 questions. Les questions visent à saisir, sous forme de flèches, les évolutions (passées ou prévues) relatives aux dépôts et aux crédits ainsi que les opinions relatives à la situation de différents indicateurs (produit net bancaire, commissions, charges d'exploitation, provisions, résultat, effectifs, climat social et environnement économique). Les réponses sont pondérées en fonction de l'importance de l'activité de l'établissement interrogé (selon la question, la pondération est effectuée par les encours de crédits ou les encours de dépôts). Les chiffres ainsi obtenus donnent une mesure synthétique de l'écart entre la proportion des dirigeants qui estiment qu'il y a eu progression ou qu'une situation est en amélioration et celle des dirigeants jugeant qu'il y a eu fléchissement ou qu'une situation est en dégradation.

3) Actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici ne concernent que les dépôts dans les banques locales, à La Poste et au Trésor public. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale auprès de banques métropolitaines.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, livrets de développement durable et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM monétaires).

L'épargne à long terme est constituée par les portefeuille-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les données relatives aux opérations des compagnies d'assurance intervenant dans l'île.

Les ménages regroupent les particuliers, les entrepreneurs individuels et les administrations privées, les entreprises correspondent aux sociétés non financières et les autres agents rassemblent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

4) Passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés d'abord les crédits octroyés par les seuls établissements de crédit locaux et ensuite les crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit intervenant dans le département, qu'ils soient locaux ou non installés localement.

Les établissements de crédit non installés localement et intervenant dans les DOM sont principalement la Caisse des dépôts et consignations (CDC), la Banque européenne d'investissement (BEI), Dexia – Crédit local de France, l'Agence française de développement (AFD), la Casden, Natexis et la Compagnie de financement foncier.

Les entrepreneurs individuels sont éclatés entre entreprises et ménages selon les types de crédits. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des particuliers) tandis que les autres catégories de crédit des entrepreneurs individuels ont été intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des sociétés non financières).

Pour les entreprises (SNF et EI selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Pour les ménages (particuliers, administrations privées et entrepreneurs individuels selon les cas), les crédits à la consommation rassemblent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les autres agents regroupent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations centrales et de sécurité sociale.

5) Service central des risques (SCR) et SCR douteux

Le service central des risques (SCR) de la Banque de France recense, à partir d'un seuil déclaratif de 25 000 euros de crédits (dans les DOM) par guichet bancaire et par entité juridique, les encours de crédits distribués par les établissements de crédit implantés sur le territoire français, en faveur d'entités juridiques dont le siège social se situe dans les DCOM. Cette source d'information permet, même si elle n'est pas exhaustive, une analyse sectorielle des encours de crédit.

Il est complété par les statistiques collectées mensuellement par l'ledom sur les encours de créances douteuses déclarés localement par les établissements de crédit à partir d'un encours de 10 000 euros ainsi que les arriérés sociaux d'un montant supérieur à 22 500 euros et transmis par la Caisse Générale de Sécurité Sociale.

1. Synthèse

Dans le contexte actuel de crise économique et financière, les actions entreprises par les Etats des principales puissances économiques mondiales semblent prendre un nouveau tournant. Alors que des plans de relance ont été annoncés successivement depuis la fin de l'année 2008, la coordination internationale en matière de gestion de la crise se renforce et se précise.

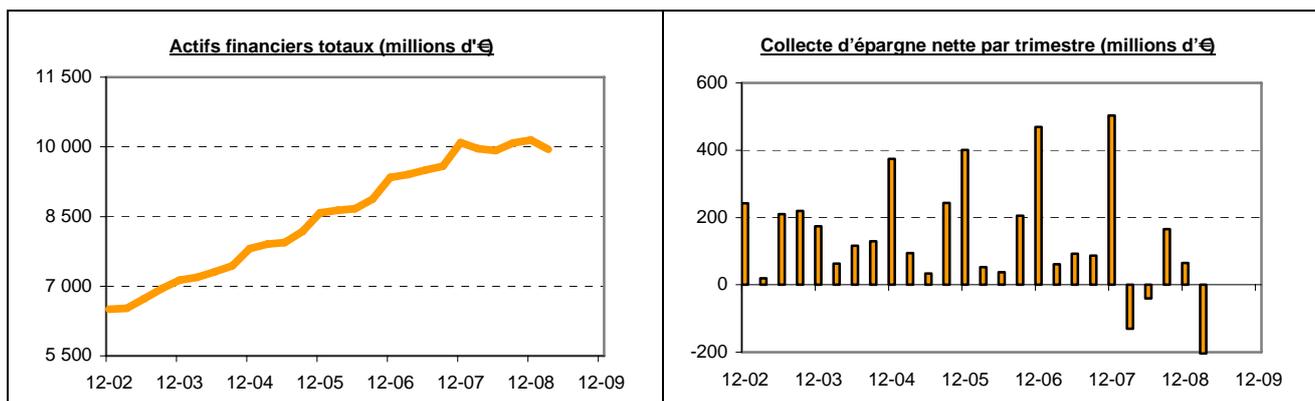
Ainsi, le sommet du G20 qui s'est tenu à Londres le 2 avril 2009 s'est achevé en jetant les bases d'un accord visant à sortir les économies de la crise par une amélioration de la régulation des systèmes financiers et la restauration de la confiance. Outre la création d'un Conseil de stabilité financière, qui assurera la supervision et la régulation financière, les membres du G20 ont décidé de renforcer les moyens alloués aux institutions financières internationales pour un montant total de 1.100 milliards de dollars. Le Fonds Monétaire International s'inscrit au centre de ce dispositif en bénéficiant du triplement de ses ressources (750 milliards de dollars). Son capital augmente de 250 milliards de dollars sous la forme de Droits de tirages spéciaux (DTS) et il obtient officiellement un mandat pour surveiller les économies mondiales, en collaboration avec le Conseil de stabilité financière.

En termes de politique monétaire, les banques centrales ont poursuivi le mouvement de détente monétaire. Alors que le taux directeur de la FED se situe depuis décembre 2008 dans une fourchette comprise entre 0 et 0,25 %, la BCE a baissé à sept reprises son principal taux pour le fixer à 1 % depuis le 13 mai 2009. Face à l'ampleur de la crise et au faible niveau atteint par les taux directeurs, les banques centrales se sont engagées progressivement vers des mesures moins traditionnelles que la simple fixation de taux directeur pour injecter des liquidités à travers les marchés financiers. Ainsi, la FED a annoncé en mars 2009 le rachat de 300 milliards de bons du Trésor américains, qui succède à sa précédente décision d'achat d'obligations liées à des crédits immobiliers. De son côté, la BCE a d'ores et déjà allongé la durée de ses prêts aux banques commerciales jusqu'à 12 mois et s'appête à racheter des obligations sécurisées adossées à des créances hypothécaires ou au secteur public pour un montant de 60 milliards d'euros.

Sur la base d'indicateurs laissant espérer que le point bas de la crise est passé, les indices boursiers ont enregistré un net rebond à partir de mars 2009. De la même façon, le cours du pétrole affiche une nette reprise depuis le début de l'année 2009 tout comme le taux de change euro dollar qui est remonté au-dessus de 1,40.

Une collecte d'épargne et des octrois de crédit qui s'inscrivent en net recul au premier trimestre 2009

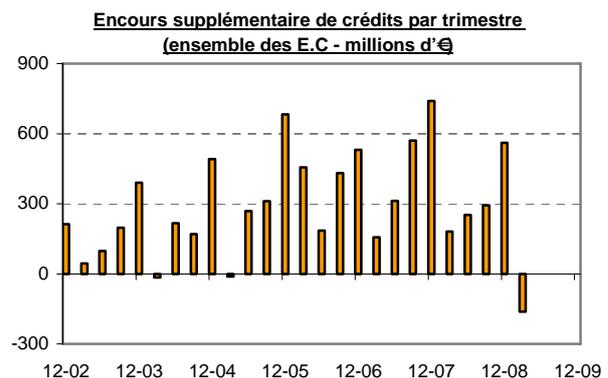
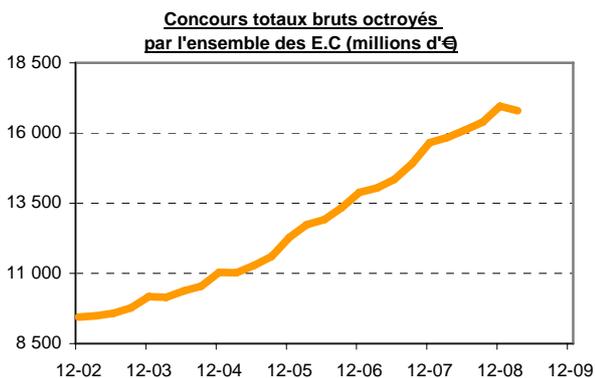
Le premier trimestre 2009 a enregistré une nouvelle diminution de la collecte d'épargne ainsi que, pour la première fois, une forte baisse des encours des financements bancaires totaux. La collecte d'épargne s'inscrit ainsi en recul de -206 millions d'€ entre décembre 2008 et mars 2009 (après seulement +65 millions d'€ au quatrième trimestre 2008) tandis que les concours bruts zone et hors zone décroissent de -162 millions d'€ sur la même période (après +561 millions d'€ le trimestre précédent).



Conjoncture financière et bancaire

Sur les douze derniers mois, les encours bruts de crédit totaux s'inscrivent néanmoins toujours en hausse de +945 millions d'€ (+6,0%) après +1.288 millions d'€ à fin décembre 2008, à l'inverse de la collecte de dépôts qui s'affiche en baisse de -14 millions d'€ (-0,1%) après une hausse de +59 millions d'€ à fin décembre 2008. Il s'agit de la toute première baisse annuelle de l'épargne collectée enregistrée par la place financière réunionnaise depuis l'année 1985.

Et pourtant, la place est malgré tout demeurée relativement préservée des désordres observés sur les marchés financiers au cours de l'année précédente, avec des établissements bancaires et financiers qui ne font pas état de difficultés particulières, que ce soit en termes d'accès à la ressource, si ce n'est son coût, ou de résultats financiers. L'économie réunionnaise demeure impactée par contre par le ralentissement de l'activité économique, et notamment les difficultés du secteur du bâtiment, en liaison avec les interrogations concernant la loi de défiscalisation, le développement de la loi Scellier en métropole, et la fin de plusieurs chantiers publics d'envergure comme la route des Tamarins qui vient d'être livrée.

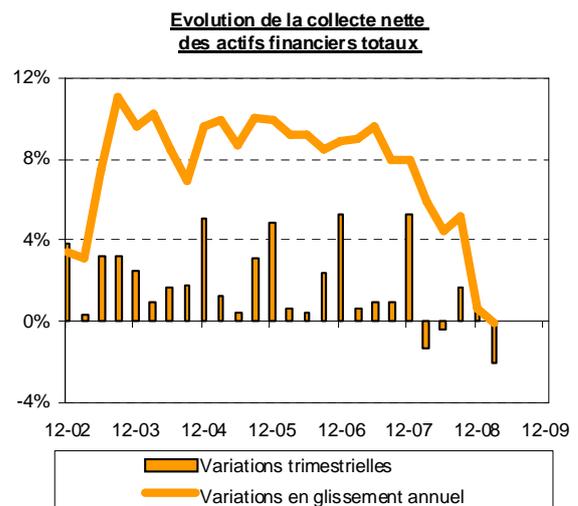


Les anticipations des dirigeants des établissements de crédit réunionnais exprimées dans l'enquête de conjoncture de l'IEDOM laissent présumer des perspectives d'activité bancaire dans le département relativement moroses au cours du troisième trimestre 2009. Par ailleurs, les dirigeants d'établissements interrogés demeurent pessimistes sur l'évolution à court terme de l'environnement économique, des charges d'exploitation bancaires, des résultats financiers, et sur la montée du coût du risque.

1 – Une diminution continue des actifs financiers collectés à la Réunion ...

La baisse enregistrée de l'épargne au cours du premier trimestre 2009 est plus marquée que les années précédentes. Le recul de -206 millions d'€ de la collecte d'épargne établit ainsi un nouveau record à la baisse. Les précédents plus forts reculs de l'épargne collectée avaient été constatés au premier trimestre 2008 (-131 millions d'€) et précédemment au deuxième trimestre 2002 (-61 millions d'€).

Pour la première fois également depuis l'année 1985, la collecte d'épargne sur un an s'établit aussi en recul à -14 millions d'€. Les précédentes plus faibles progressions en matière de collecte d'épargne supplémentaire sur une année avaient été enregistrées à fin décembre 2008 (+59 millions d'€) et précédemment à fin septembre 1993 (+81 millions d'€).

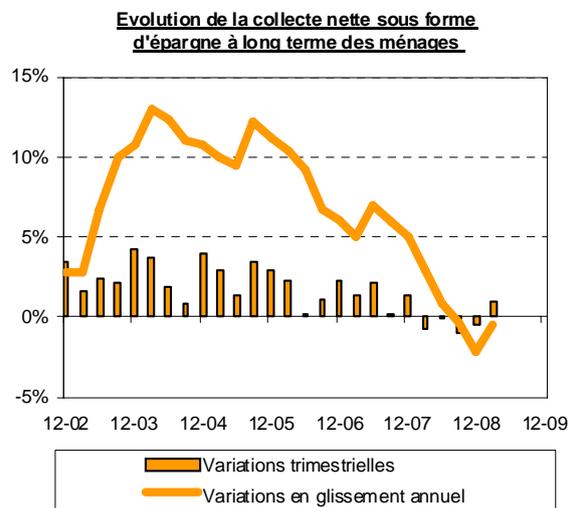
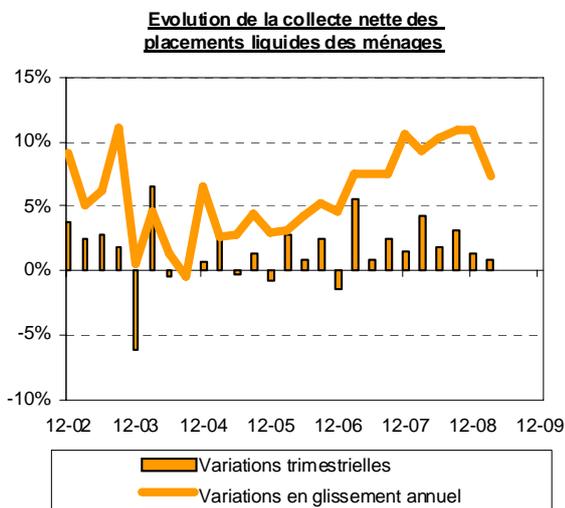
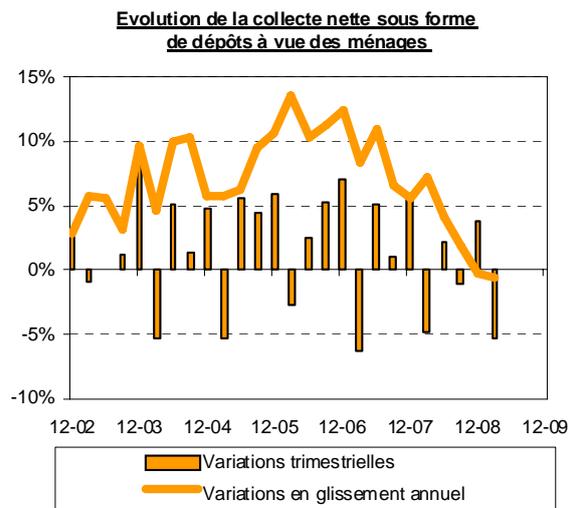
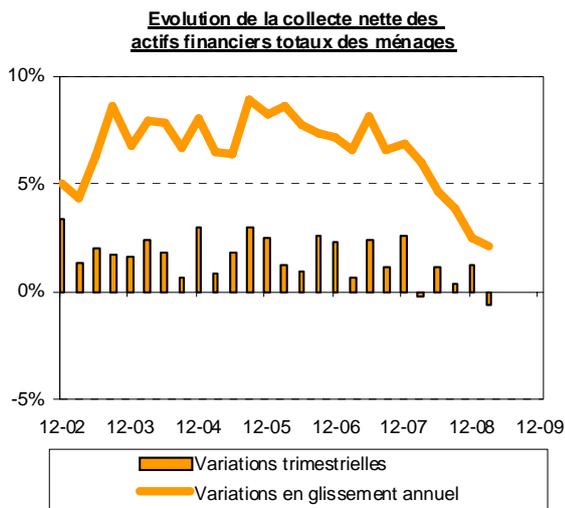


Cette situation s'explique par la conjugaison de plusieurs phénomènes, liés pour partie aux mauvaises performances des marchés financiers et notamment des marchés d'actions, qui entraînent une diminution de valorisation des portefeuilles-titres de la clientèle, et pour une autre partie de problèmes de trésorerie de la clientèle entreprises et ménages, liés au ralentissement de l'économie réunionnaise, qui se traduit par une diminution plus forte que traditionnellement observée des dépôts à vue.

a) Une faible croissance des actifs financiers détenus par les ménages

L'épargne collectée sur la clientèle des **ménages** s'est réduite de -46 millions d'€ au premier trimestre 2009, après avoir progressé de +90 millions d'€ au quatrième trimestre 2008. Il s'agit également de la plus forte baisse enregistrée par l'épargne des ménages sur un trimestre depuis le début des années 2000. Cette mauvaise performance s'explique par une baisse importante des dépôts à vue collectés (-97 millions d'€), insuffisamment contrebalancée par des hausses mesurées des placements liquides des ménages (+21 millions d'€) et des placements d'épargne à long terme (+30 millions d'€).

Mesuré en glissement annuel, le ralentissement des placements des ménages, démarré en début d'année 2008, est tout autant perceptible, avec une hausse qui ne s'établit plus qu'à +2,1% à fin mars 2009 contre +2,5% à fin décembre 2008 et +6,9% à fin décembre 2007.



Un des principaux mouvements significatifs enregistrés au premier trimestre 2009 sur les placements des ménages concerne la très forte progression de la collecte des livrets A (+96 millions d'€ sur le trimestre soit +16,1%), qui s'explique par la mise en concurrence à l'ensemble des banques d'un produit jusqu'à présent réservé exclusivement aux réseaux des caisses d'épargne (CNE et Ecureuil). Mais cette progression provient vraisemblablement d'une réallocation de l'épargne des ménages, puisque dans le même temps, les livrets d'épargne populaire diminuent de -19 millions d'€ sur le trimestre (-13,9%) et les comptes à terme de -78 millions d'€ (-13,0%).

Autre mouvement significatif pour ce premier trimestre 2009, la reprise de l'intérêt des ménages pour les placements sous forme d'épargne à long terme, après quatre trimestres consécutifs de diminution.

Conjoncture financière et bancaire

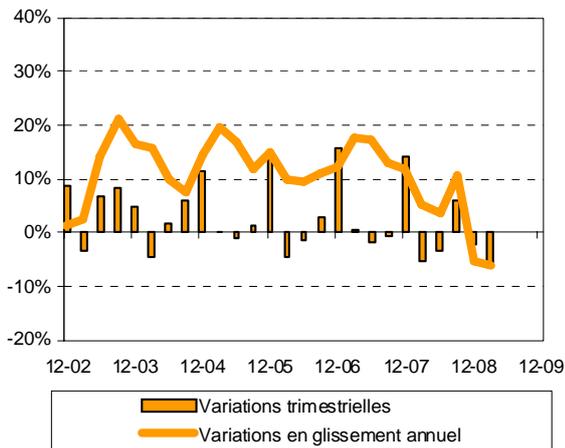
L'épargne à long terme détenue par les ménages enregistre ainsi une croissance de +30 millions d'€ (+1,0%) sur le premier trimestre, même si ces placements s'inscrivent encore en baisse de -0,5% en glissement sur douze mois (-14 millions d'€). Ces placements ont bénéficié d'une reprise des placements en produits d'assurance-vie (+39 millions d'€ soit +2,3%) sur le trimestre ainsi que sous forme d'obligations (+11 millions d'€ soit +7,8%), de l'arrêt de la baisse des actions (+0,4%) et d'un moindre recul des OPCVM non monétaires (-5 millions d'€ soit -3,3%).

b) Une nouvelle forte baisse des placements des sociétés non financières

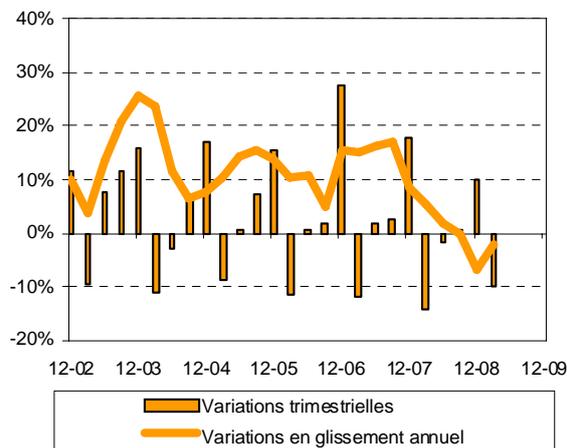
Après avoir reculé de -59 millions d'€ (soit -2,4%) au cours du quatrième trimestre 2008, les placements détenus par les **sociétés non financières** s'inscrivent de nouveau en nette baisse au premier trimestre 2009 (-150 millions d'€ soit -6,3%). Les trois composantes de ces placements s'inscrivent en repli ; les dépôts à vue collectés sur les sociétés non financières baissent ainsi de -119 millions d'€ (-10,0%), les placements liquides de -23 millions d'€ (-2,2%), et l'épargne à long terme de -9 millions d'€ (-4,8%).

La baisse enregistrée au cours de ce premier trimestre 2009 est toutefois comparable à celle observée au premier trimestre de l'année précédente, et plus largement, aux reculs des placements des sociétés non financières habituellement observés chaque premier trimestre de chaque année.

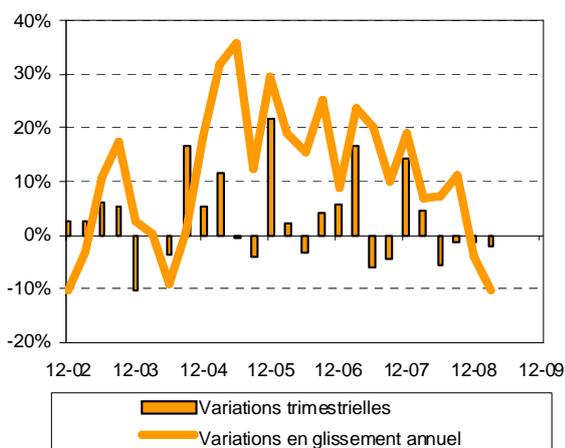
Evolution de la collecte nette des actifs financiers totaux des entreprises



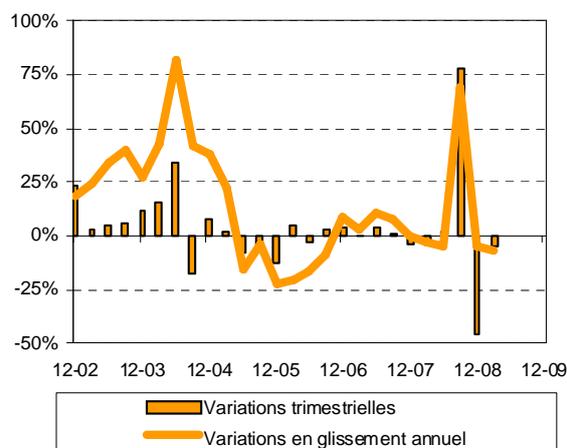
Evolution de la collecte nette sous forme de dépôts à vue des entreprises



Evolution de la collecte nette sous forme de dépôts à vue des entreprises

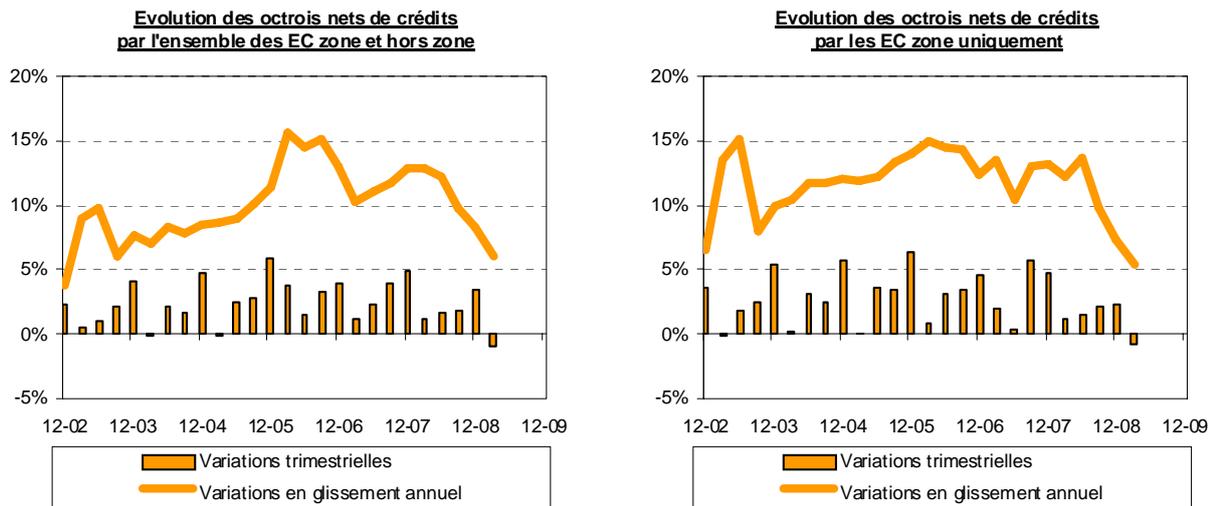


Evolution de la collecte nette sous forme d'épargne à long terme des entreprises



2 - ... et un ralentissement toujours plus marqué de la croissance des financements bancaires

Les **concours bruts totaux zone et hors zone** s'inscrivent pour leur part en baisse de -162 millions d'€ (soit -1,0%) sur le premier trimestre 2009, après avoir progressé de +561 millions d'€ au trimestre précédent (+3,4%). Sur un an en glissement, ceux-ci s'établissent néanmoins en hausse de +945 millions d'€ soit +6,0% (contre +8,2% à fin décembre 2008 et +9,8% à fin septembre 2008). Le ralentissement de la croissance des concours bruts à l'économie se poursuit ainsi au cours de ce trimestre.

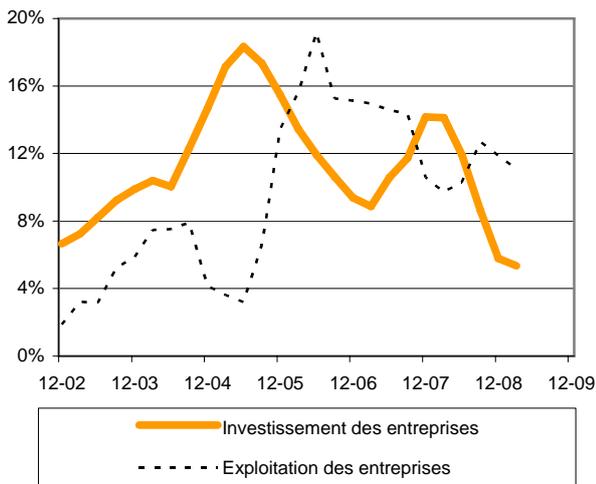


La même observation peut être réalisée pour les seuls concours bruts consentis par les établissements de crédit locaux au premier trimestre 2009, dont l'encours se replie de -92 millions d'€ entre décembre 2008 et mars 2009 (-1,0%) mais dont la croissance sur douze mois s'établit encore à +637 millions d'€ (+5,4%), en fort ralentissement néanmoins sur les quatre derniers trimestres (rythme de progression qui atteignait encore 13,6% à fin juin 2008).

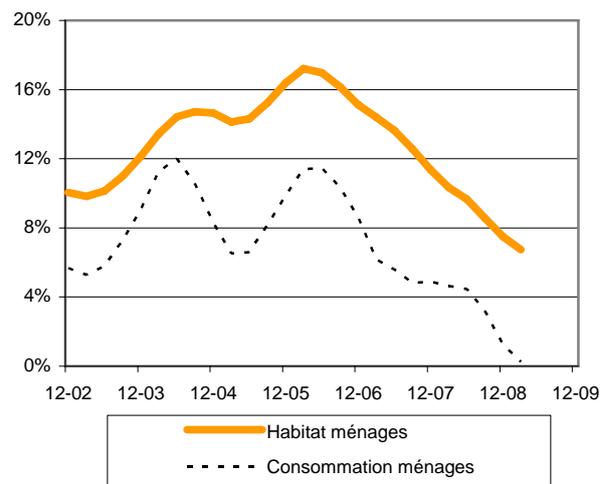
A l'exception des concours consentis (par l'ensemble des établissements de crédit) aux collectivités locales, qui enregistrent une progression de +24 millions d'€ sur le premier trimestre 2009 (+1,4%), tous les autres types de clientèles s'inscrivent en recul. Les concours sains consentis aux entreprises diminuent ainsi de -120 millions d'€ (-1,6%) entre décembre 2008 et mars 2009 (ensemble des établissements de crédit) en raison principalement d'un fort recul des crédits d'exploitation sur le premier trimestre 2009 (-148 millions d'€ soit -10,5%), beaucoup plus important que celui observé habituellement au cours des premiers trimestres des années passées. Cette évolution, qui peut vraisemblablement être rapprochée de la forte baisse des placements des entreprises, lesquelles ont pu être conduites à tirer sur leur trésorerie, demandera à être confirmée au cours du prochain trimestre. Selon l'enquête de conjoncture financière, la production de crédits d'exploitation aurait été meilleure au deuxième trimestre 2009 qu'au premier trimestre, même si les perspectives pour le troisième trimestre semblent aujourd'hui par contre moroses.

Les crédits aux ménages, consentis par l'ensemble des établissements de crédit, s'inscrivent également en baisse au premier trimestre 2009 (-20 millions d'€ soit -0,3%), en raison d'une nouvelle diminution de l'encours des crédits à la consommation, qui perdent -27 millions d'€ (-1,6%), et d'une stagnation des crédits à l'habitat (+8 millions d'€ soit +0,2%). Ces deux composantes des concours aux ménages enregistrent un net ralentissement régulier et parallèle depuis le début de l'année 2006, avec des évolutions en glissement annuel qui s'établissent désormais à -0,4% à fin mars 2009 pour les crédits à la consommation (après +0,8% à fin décembre 2008 et +3,2% à fin septembre 2008) et +7,0% pour les crédits à l'habitat (après +7,9% à fin décembre 2008 et +9,9% à fin septembre 2008).

Evolution lissée en glissement annuel des différentes formes de financement des entreprises

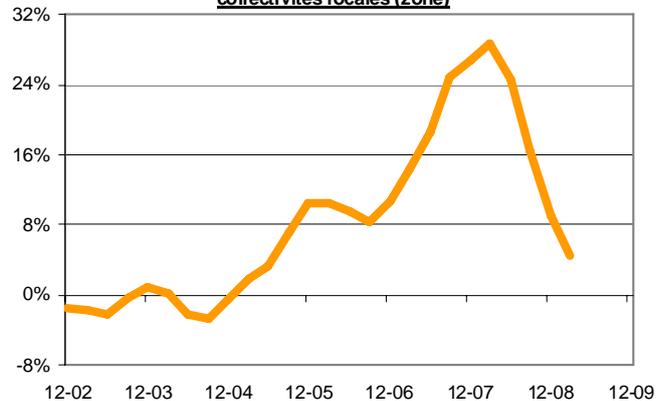


Evolution lissée en glissement annuel des crédits à l'habitat et à la consommation des ménages



Enfin, si les crédits consentis aux **collectivités publiques locales** par l'ensemble des établissements de crédit progressent au premier trimestre 2009 (+1,4%) et sur les douze derniers mois (+6,1% à fin mars 2009), leur rythme de progression s'est toutefois très fortement ralenti depuis le début de l'année 2008, où ils progressaient encore en moyenne de près de +30% par glissement annuel. Les concours aux collectivités publiques locales consentis par les seuls établissements de crédit locaux s'inscrivent même en baisse de -4,3% sur les douze derniers mois à fin mars 2009.

Evolution (en glissement annuel) des concours sains aux collectivités locales (zone)



L'encours total de **créances douteuses** brutes pour l'ensemble des établissements de crédit diminue de -28 millions d'€ (-3,9%) sur le premier trimestre 2009 (après +38 millions d'€ au quatrième trimestre 2008) pour s'établir à 684 millions d'€ à fin mars 2009. Cette baisse s'explique par une diminution des risques comptabilisés par les établissements de crédit hors zone.

A l'inverse, les créances douteuses brutes recensées par les seuls établissements de crédit locaux s'inscrivent en forte hausse au cours de ce même premier trimestre 2009 (+25 millions d'€ soit +4,1%) en raison d'une forte hausse notamment des provisions sur créances douteuses (+21 millions d'€ soit +5,5%) et donc des créances douteuses. Le taux de créances douteuses, en proportion des concours bruts locaux totaux, s'élève ainsi à 5,2%, retrouvant ainsi son niveau d'avant septembre 2006.

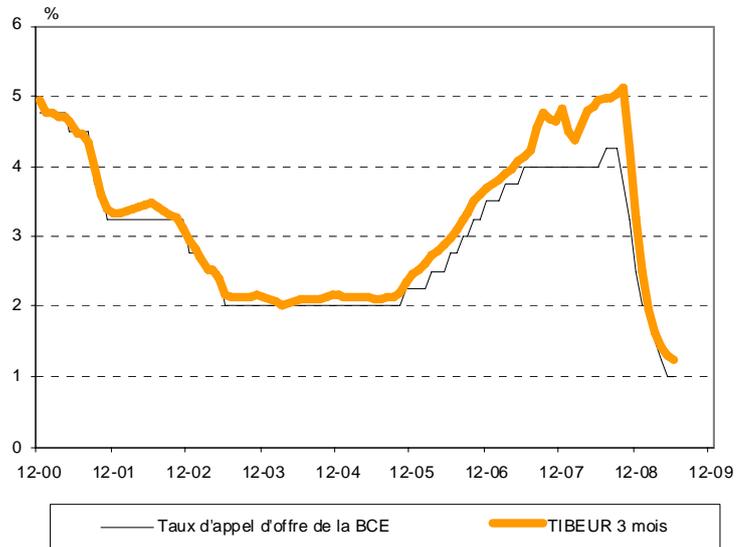
3 – Les anticipations des dirigeants en matière d'activité bancaire continuent de traduire une dégradation du marché bancaire local

Les indicateurs relatifs à l'évolution du marché bancaire local, issus de l'enquête financière de conjoncture élaborée par l'Institut d'Emission auprès des dirigeants des établissements de crédit, font apparaître une situation fortement dégradée de la conjoncture en termes d'activité et de rentabilité du système financier réunionnais au premier trimestre 2009, comme corroboré par les statistiques financières, avec une amélioration attendue au deuxième trimestre 2009 sur certains segments de marché. Toutefois, le marché du financement des ménages, à la consommation ou à l'habitat, présente toujours des soldes d'opinion des dirigeants fortement négatifs. Une légère amélioration est toutefois anticipée pour le troisième trimestre 2009. Le coût du risque et l'environnement économique sont également appréhendés de manière extrêmement négative pour les deuxième et troisième trimestres 2009, sans que soient envisagées d'améliorations pour l'instant. Selon les opinions des dirigeants des

établissements, l'évolution de la rentabilité de leurs établissements est toutefois peu impactée, avec des soldes d'opinion très légèrement négatifs.

4 – Les taux

Les taux de marché sont demeurés à des niveaux relativement bas au cours des derniers mois, continuant de diminuer parallèlement aux baisses successives des taux directeurs de la Banque Centrale Européenne (BCE), qui atteint 1% pour les opérations principales de refinancement depuis le 13 mai 2009. Ces baisses ne s'étaient répercutées que partiellement sur les conditions débitrices pratiquées par les établissements bancaires réunionnais, d'après l'enquête sur le coût du crédit aux entreprises réalisée au mois de janvier 2009. Celle-ci avait fait apparaître une baisse du **taux moyen pondéré global** de 112 points de base.

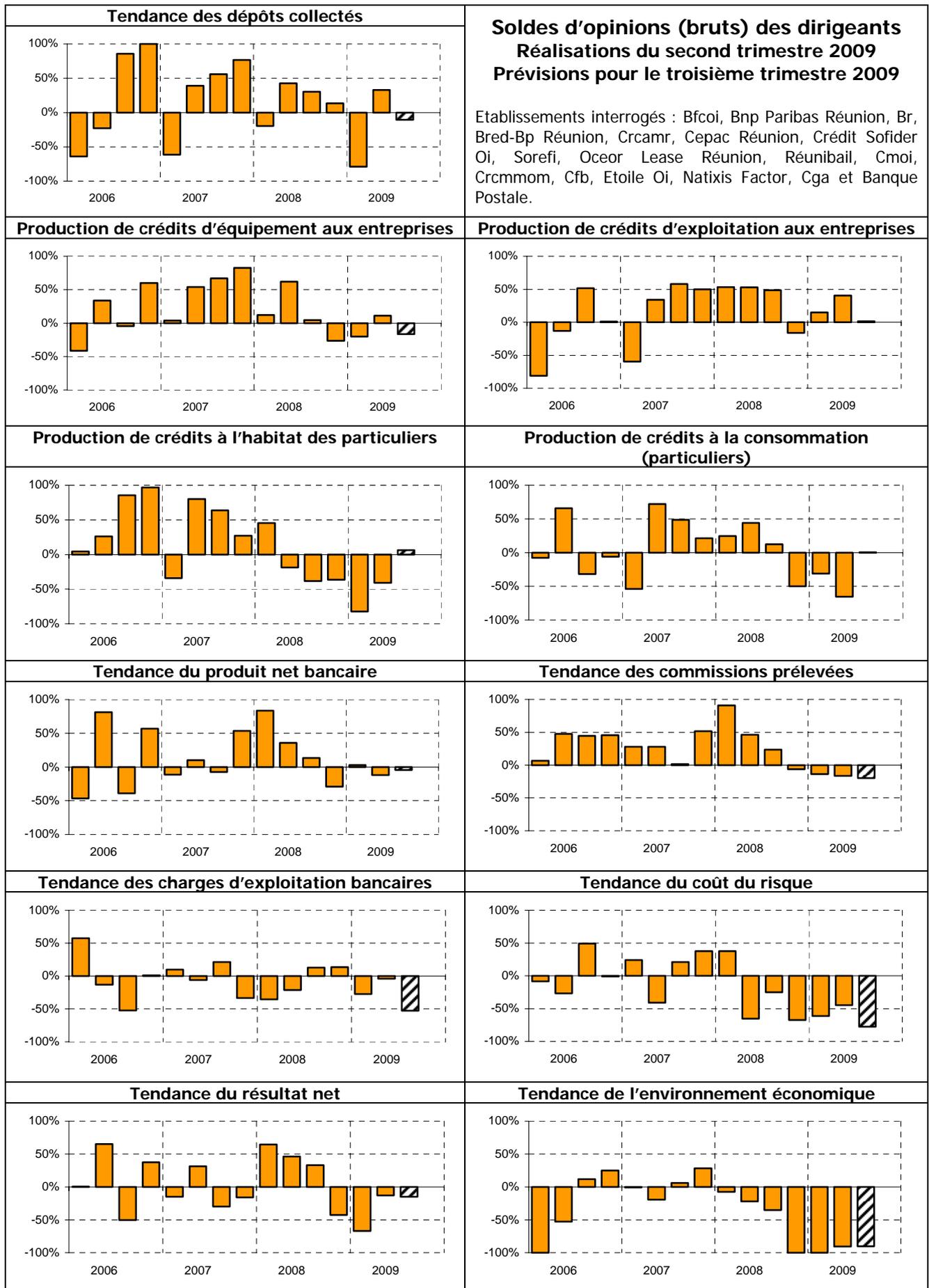


Le taux moyen des crédits consentis

aux entreprises à la Réunion s'établissait ainsi à 6,36% en janvier 2009 contre 7,48% six mois auparavant. Les taux de crédit à court terme diminuent plus rapidement (-153 points de base) que celui des crédits à terme (-33 points de base). Le coût du crédit aux entreprises retrouve ainsi son niveau d'il y a un an. Toutefois, la diminution enregistrée ce semestre est sans rapport avec l'abaissement des conditions de refinancement enregistré sur le marché monétaire, qui a annulé les hausses de ces trois dernières années. Pour mémoire, avant le renchérissement des taux de refinancement monétaire, en janvier 2006, le coût moyen du crédit aux entreprises à la Réunion s'établissait à 5,16%, soit 120 points de base en deçà des taux moyens actuels.

La prochaine enquête concernera le mois de juillet 2009.

2. L'enquête auprès des Etablissements de Crédit



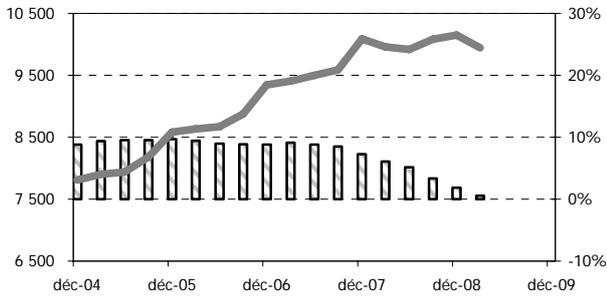
3. Les actifs financiers de la clientèle non financière

	Montants en millions d'euros									Variations	
	mars-07	juin-07	sept-07	déc-07	mars-08	juin-08	sept-08	déc-08	mars-09	1 an	1 trim
Sociétés non financières	2 279,272	2 237,802	2 219,305	2 537,012	2 400,906	2 321,889	2 458,440	2 399,730	2 249,722	-6,3%	-6,3%
Dépôts à vue	1 039,027	1 055,649	1 082,372	1 275,260	1 094,065	1 075,837	1 082,275	1 189,064	1 070,251	-2,2%	-10,0%
Placements liquides ou à court terme	1 053,349	987,870	941,700	1 074,717	1 125,081	1 060,594	1 047,411	1 032,567	1 009,984	-10,2%	-2,2%
Comptes d'épargne à régime spécial	2,913	3,394	1,230	0,929	0,941	0,804	0,688	0,719	0,674	-28,4%	-6,3%
Placements indexés sur les taux de marché	1 050,436	984,476	940,470	1 073,788	1 124,140	1 059,790	1 046,723	1 031,848	1 009,310	-10,2%	-2,2%
<i>dont comptes à terme</i>	320,426	313,634	336,333	346,048	396,634	374,553	396,379	397,492	378,404	-4,6%	-4,8%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	321,775	341,102	301,624	327,073	304,984	271,756	257,922	212,843	235,383	-22,8%	10,6%
<i>dont certificats de dépôt</i>	401,242	322,604	296,169	397,067	419,587	411,623	391,076	419,414	393,424	-6,2%	-6,2%
Epargne à long terme	186,896	194,283	195,233	187,035	181,760	185,458	328,754	178,099	169,487	-6,8%	-4,8%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	58,965	65,824	65,426	57,693	53,289	49,773	41,363	36,753	31,509	-40,9%	-14,3%
Ménages	6 682,975	6 844,117	6 921,239	7 097,805	7 084,581	7 162,193	7 187,317	7 276,917	7 231,435	2,1%	-0,6%
Dépôts à vue	1 640,103	1 724,011	1 742,577	1 846,647	1 757,023	1 793,862	1 774,568	1 842,779	1 746,078	-0,6%	-5,2%
Placements liquides ou à court terme	2 164,424	2 182,311	2 235,358	2 266,795	2 363,371	2 405,706	2 480,508	2 513,648	2 534,675	7,2%	0,8%
Comptes d'épargne à régime spécial	1 783,263	1 794,421	1 818,918	1 855,259	1 900,314	1 914,255	1 929,762	1 981,872	2 072,248	9,0%	4,6%
<i>dont livrets ordinaires</i>	686,871	682,063	687,582	700,171	711,461	705,370	700,743	723,516	737,302	3,6%	1,9%
<i>dont livrets A et bleus</i>	507,092	510,818	518,723	535,760	550,932	558,500	574,912	594,428	690,033	25,2%	16,1%
<i>dont livrets jeunes</i>	33,525	34,304	35,415	36,904	37,006	37,598	37,883	39,830	38,626	4,4%	-3,0%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	133,164	130,997	132,362	128,520	132,448	135,384	137,084	137,414	118,248	-10,7%	-13,9%
<i>dont livrets de développement durable</i>	191,084	203,402	212,020	220,877	233,588	241,244	246,198	255,946	258,823	10,8%	1,1%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	231,527	232,837	232,816	233,027	234,879	236,159	232,942	230,738	229,216	-2,4%	-0,7%
Placements indexés sur les taux de marché	381,161	387,890	416,440	411,536	463,057	491,451	550,746	531,776	462,427	-0,1%	-13,0%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	268,163	249,882	270,849	278,167	315,029	330,037	373,540	396,331	317,876	0,9%	-19,8%
<i>dont bons de caisse</i>	21,284	18,146	14,949	13,561	12,924	12,418	12,141	13,673	14,022	8,5%	2,6%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	91,714	119,862	130,642	119,808	135,104	148,996	165,065	121,772	130,529	-3,4%	7,2%
Epargne à long terme	2 878,448	2 937,795	2 943,304	2 984,363	2 964,187	2 962,625	2 932,241	2 920,490	2 950,682	-0,5%	1,0%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	846,527	828,114	814,362	823,680	808,923	791,055	769,991	769,858	756,127	-6,5%	-1,8%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	93,886	89,745	85,853	84,768	82,379	79,135	75,011	72,990	71,139	-13,6%	-2,5%
<i>dont actions</i>	196,268	202,082	187,986	184,824	158,784	151,385	137,648	108,076	108,487	-31,7%	0,4%
<i>dont obligations</i>	93,390	94,030	94,488	105,738	119,894	123,164	122,561	141,232	152,204	26,9%	7,8%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	191,882	195,306	195,807	187,940	170,833	163,682	156,886	147,351	142,505	-16,6%	-3,3%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	1 441,026	1 510,472	1 547,527	1 579,751	1 605,635	1 635,760	1 651,286	1 662,114	1 700,896	5,9%	2,3%
<i>dont contrats PERP</i>	6,228	6,730	7,182	8,498	9,050	9,458	9,791	10,263	10,783	19,1%	5,1%
Autres agents	444,210	415,649	444,956	454,287	472,797	433,673	437,227	471,333	463,224	-2,0%	-1,7%
Dépôts à vue	115,019	87,734	102,641	115,510	136,621	100,872	115,298	113,412	131,999	-3,4%	16,4%
Placements liquides ou à court terme	107,168	98,629	104,009	101,765	110,905	113,195	110,962	130,945	135,425	22,1%	3,4%
Comptes d'épargne à régime spécial	13,927	14,389	14,140	14,372	14,421	14,004	14,116	14,434	15,525	7,7%	7,6%
Placements indexés sur les taux de marché	93,241	84,240	89,869	87,393	96,484	99,191	96,846	116,511	119,900	24,3%	2,9%
Epargne à long terme	222,023	229,286	238,306	237,012	225,271	219,606	210,967	226,976	195,800	-13,1%	-13,7%
Total actifs financiers	9 406,459	9 497,566	9 585,501	10 089,105	9 958,287	9 917,750	10 082,992	10 147,986	9 944,378	-0,1%	-2,0%
Dépôts à vue	2 794,150	2 867,391	2 927,590	3 237,419	2 987,712	2 970,569	2 972,145	3 145,260	2 948,331	-1,3%	-6,3%
Placements liquides ou à court terme	3 324,940	3 268,810	3 281,067	3 443,277	3 599,358	3 579,492	3 638,883	3 677,162	3 680,080	2,2%	0,1%
Comptes d'épargne à régime spécial	1 800,101	1 812,206	1 834,290	1 870,562	1 915,677	1 929,061	1 944,568	1 997,027	2 088,444	9,0%	4,6%
<i>dont livrets ordinaires</i>	703,510	699,733	702,840	715,358	726,703	720,035	715,402	738,520	753,301	3,7%	2,0%
<i>dont livrets A et bleus</i>	507,293	510,933	518,836	535,876	551,052	558,644	575,056	594,578	690,229	25,3%	16,1%
<i>dont livrets jeunes</i>	33,524	34,304	35,414	36,904	37,006	37,597	37,883	39,829	38,627	4,4%	-3,0%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	133,163	130,996	132,362	128,520	132,449	135,383	137,085	137,416	118,250	-10,7%	-13,9%
<i>dont livrets de développement durable</i>	191,085	203,402	212,021	220,877	233,589	241,243	246,198	255,948	258,822	10,8%	1,1%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	231,526	232,838	232,817	233,027	234,878	236,159	232,944	230,736	229,215	-2,4%	-0,7%
Placements indexés sur les taux de marché	1 524,839	1 456,604	1 446,777	1 572,715	1 683,681	1 650,431	1 694,315	1 680,135	1 591,636	-5,5%	-5,3%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	623,227	585,965	636,792	656,746	743,425	735,683	800,874	824,439	724,153	-2,6%	-12,2%
<i>dont bons de caisse</i>	28,294	25,296	21,308	17,159	15,858	14,276	13,486	15,772	16,121	1,7%	2,2%
<i>dont certificats de dépôt</i>	401,242	322,604	296,169	397,067	419,587	411,623	391,076	419,414	393,424	-6,2%	-6,2%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	472,076	522,739	492,508	501,743	504,811	488,849	488,879	420,510	457,938	-9,3%	8,9%
Epargne à long terme	3 287,369	3 361,365	3 376,844	3 408,409	3 371,217	3 367,689	3 471,964	3 325,564	3 315,967	-1,6%	-0,3%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	846,528	828,114	814,363	823,677	808,922	791,055	769,993	769,857	756,127	-6,5%	-1,8%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	93,888	89,745	85,853	84,770	82,379	79,135	75,011	72,989	71,138	-13,6%	-2,5%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	9,240	11,317	10,099	9,164	8,689	8,986	9,067	8,607	8,540	-1,7%	-0,8%
<i>dont actions</i>	215,242	222,348	209,037	204,836	175,880	168,803	151,730	122,314	119,339	-32,1%	-2,4%
<i>dont obligations</i>	228,075	230,791	230,663	247,211	264,008	276,382	425,601	300,965	312,440	18,3%	3,8%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	447,142	461,848	472,120	450,502	416,654	398,110	379,485	378,455	336,704	-19,2%	-11,0%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	1 441,026	1 510,472	1 547,527	1 579,751	1 605,635	1 635,760	1 651,286	1 662,114	1 700,896	5,9%	2,3%
<i>dont contrats PERP</i>	6,228	6,730	7,182	8,498	9,050	9,458	9,791	10,263	10,783	19,1%	5,1%

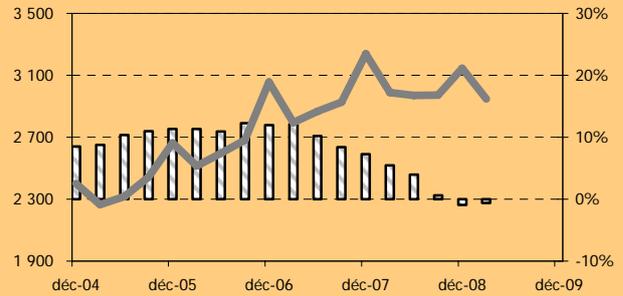
L'ensemble des actifs financiers détenus par les agents économiques

Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite

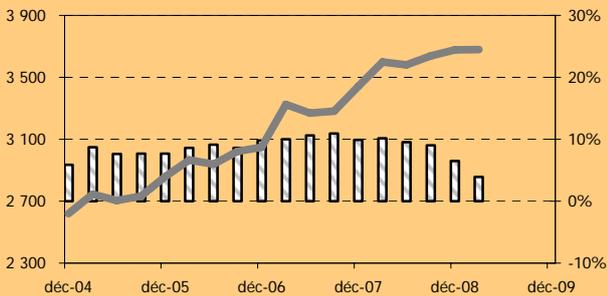
Ensemble des actifs financiers



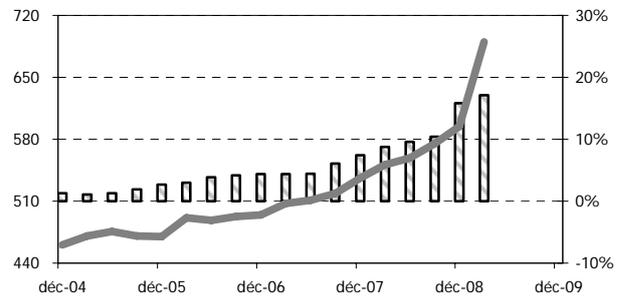
Dépôts à vue



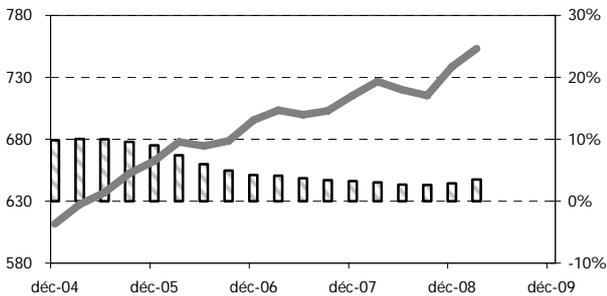
Ensemble des placements liquides ou à court terme



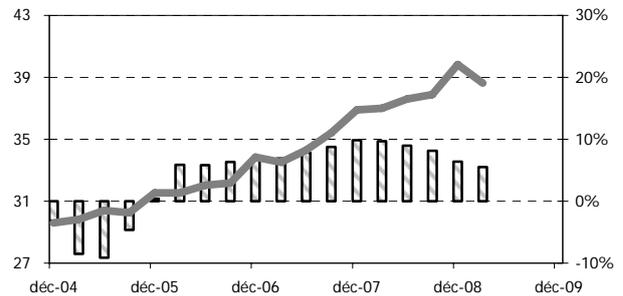
Livrets 'A'



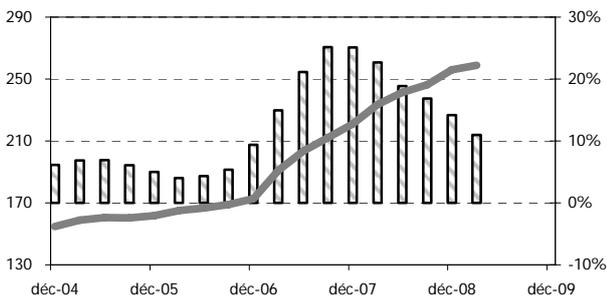
Livrets ordinaires



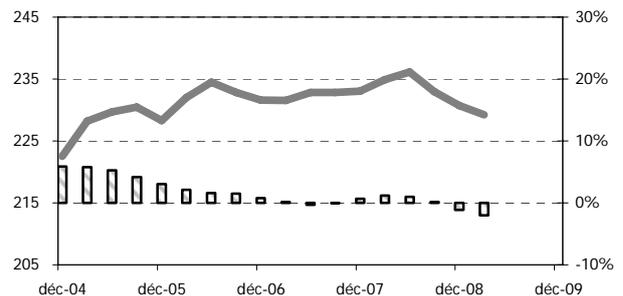
Livrets jeunes



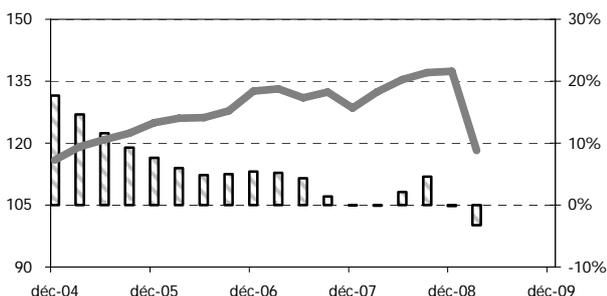
Livrets de développement durable



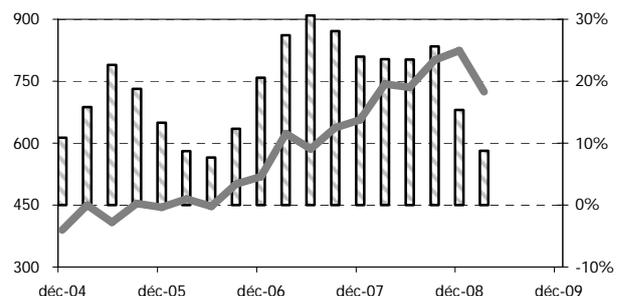
Comptes d'épargne logement



Livrets d'épargne populaire



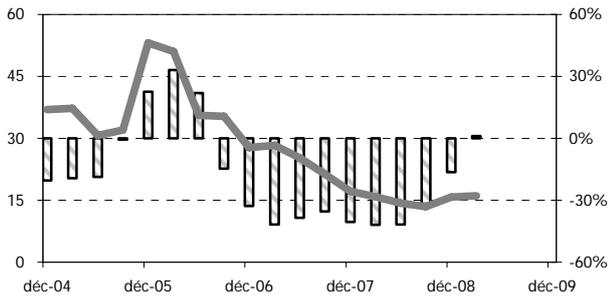
Dépôts à terme



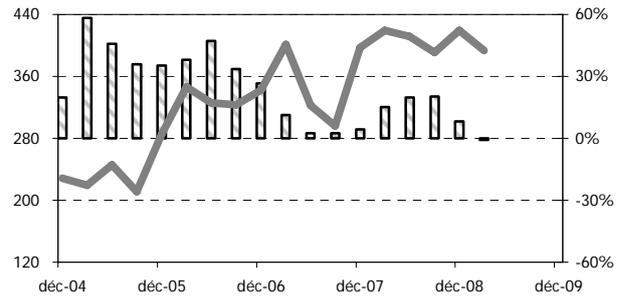
Conjoncture financière et bancaire

Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite

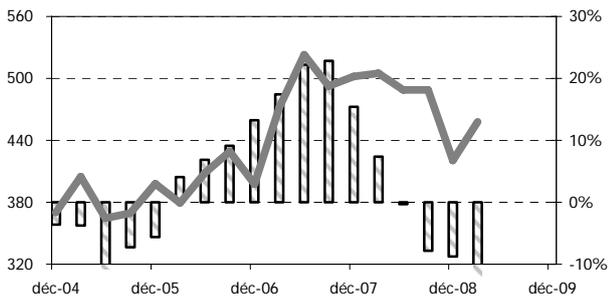
Bons de caisse et bons d'épargne



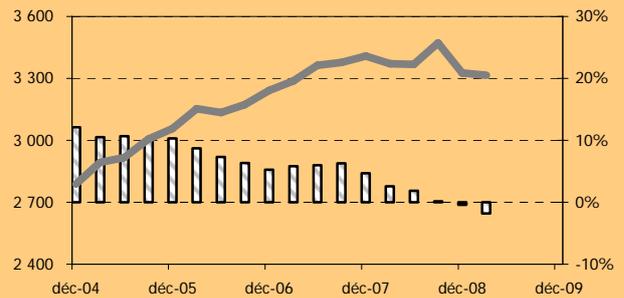
Certificats de dépôts négociables



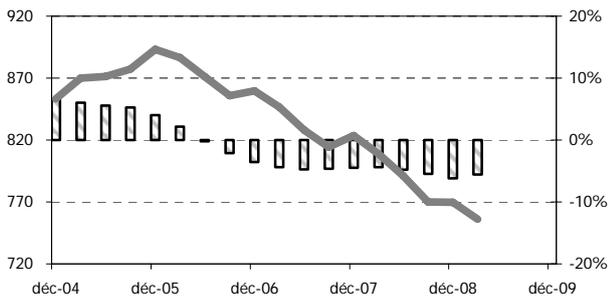
OPCVM monétaires



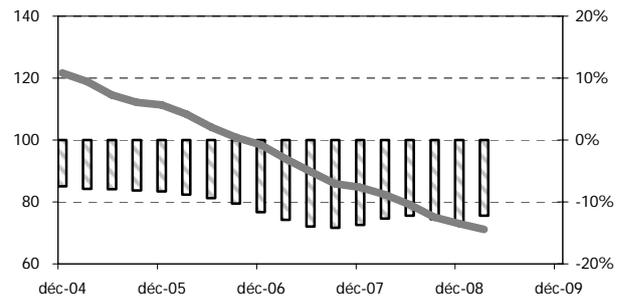
Epargne à long terme



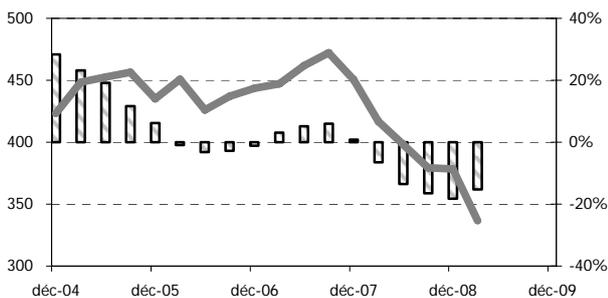
Plans d'épargne logement



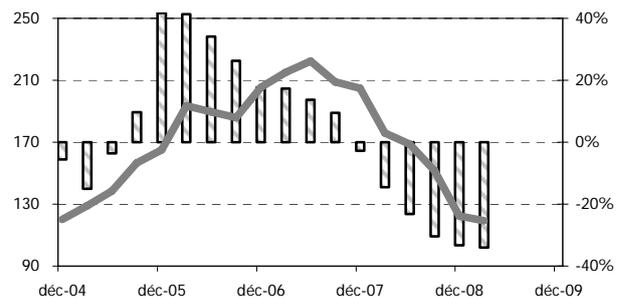
Plans d'épargne populaire



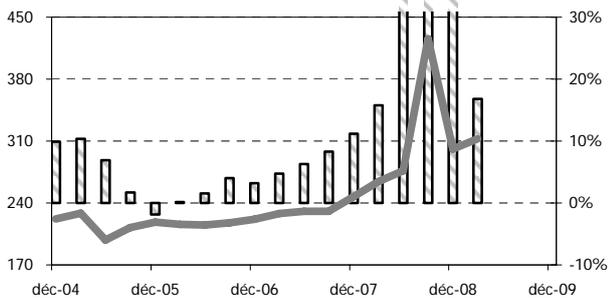
OPCVM titres en portefeuille titres



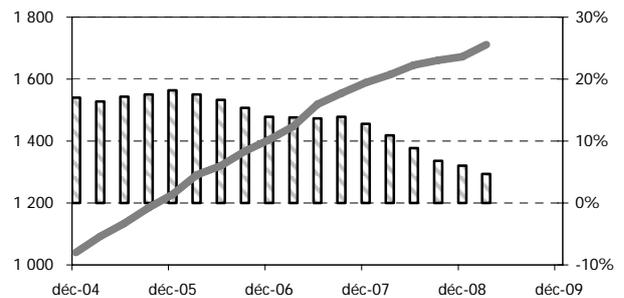
Actions en portefeuille titres



Obligations en portefeuille titres



Assurance-vie

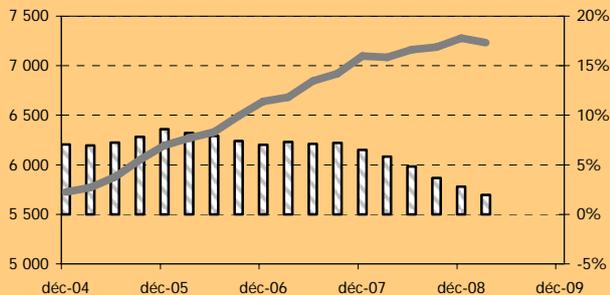


Conjoncture financière et bancaire

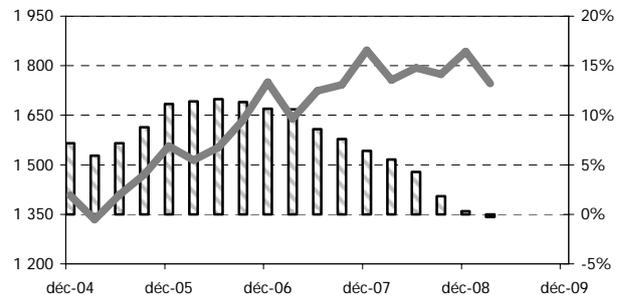
Les placements des ménages

Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite

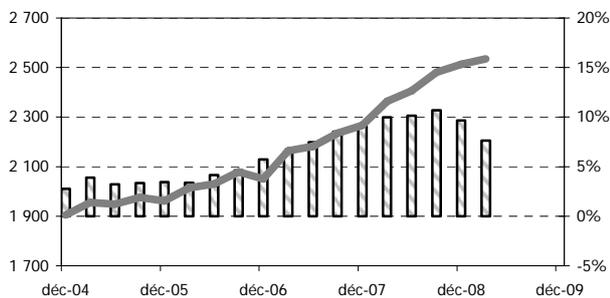
Ensemble des actifs financiers des ménages



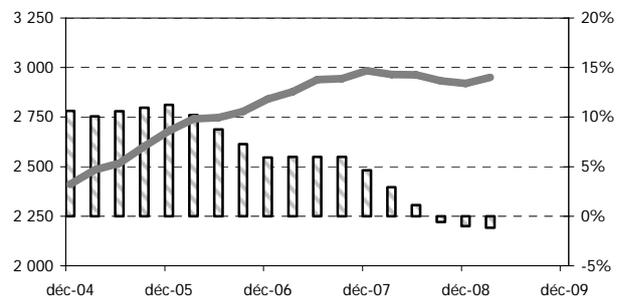
Dépôts à vue des ménages



Placements liquides des ménages



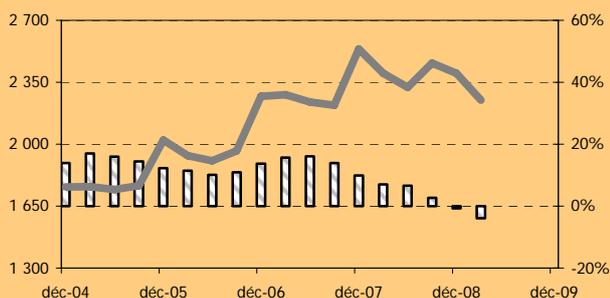
Epargne à long terme des ménages



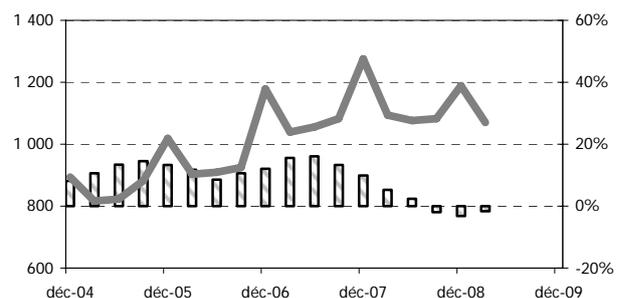
Les disponibilités des sociétés non financières

Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite

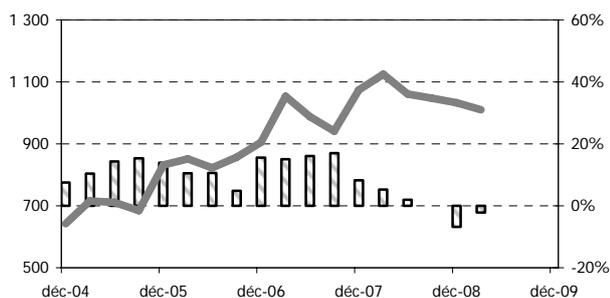
Ensemble des actifs financiers des sociétés non financières



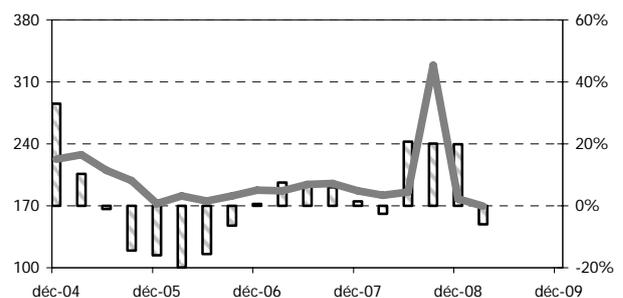
Dépôts à vue des sociétés non financières



Placements liquides des sociétés non financières



Epargne à long terme des sociétés non financières



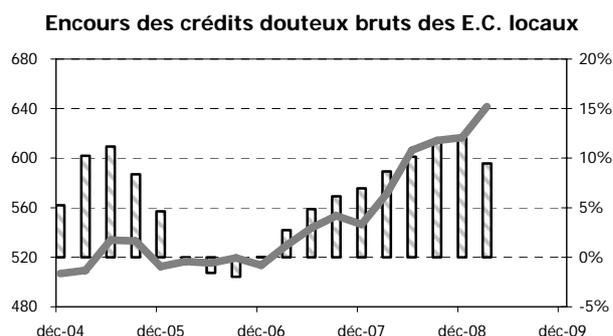
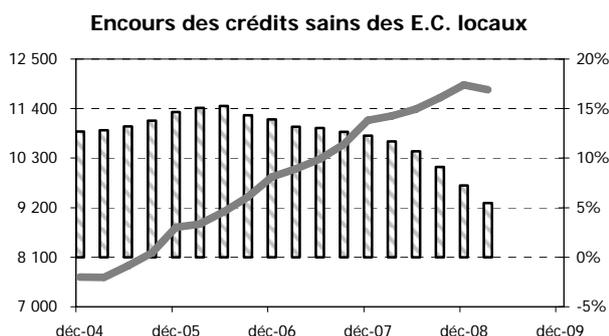
4. Les passifs financiers de la clientèle non financière

4.1 Concours consentis par les établissements de crédit locaux

	Montants en millions d'euros									Variations		
	mars-07	juin-07	sept-07	déc-07	mars-08	juin-08	sept-08	déc-08	mars-09	1 an	1 trim	
Entreprises												
Crédits d'exploitation	1 049,466	1 097,035	1 124,881	1 155,654	1 121,469	1 206,549	1 263,323	1 331,429	1 212,385	8,1%	-8,9%	
Créances commerciales	126,465	148,184	140,430	152,888	118,353	134,631	129,582	155,662	111,717	-5,6%	-28,2%	
Crédits de trésorerie	524,271	564,729	597,519	582,992	618,590	641,160	691,191	716,098	693,324	12,1%	-3,2%	
(dt) Entrepreneurs individuels	116,394	119,198	117,114	115,248	117,227	115,353	115,039	117,583	112,733	-3,8%	-4,1%	
Comptes ordinaires débiteurs	286,289	257,556	258,599	277,983	261,869	292,765	300,391	284,141	261,274	-0,2%	-8,0%	
Affacturage	112,441	126,566	128,333	141,791	122,657	137,993	142,159	175,528	146,070	19,1%	-16,8%	
Crédits d'investissement	2 415,080	2 496,864	2 636,236	2 739,789	2 813,642	2 793,808	2 838,401	2 921,793	2 927,564	4,0%	0,2%	
Crédits à l'équipement	2 169,270	2 225,354	2 356,845	2 480,486	2 500,852	2 510,335	2 539,964	2 615,095	2 624,796	5,0%	0,4%	
(dt) Entrepreneurs individuels	229,914	227,943	229,485	224,845	215,537	211,458	212,932	210,348	202,149	-6,2%	-3,9%	
Crédit-bail	245,810	271,510	279,391	259,303	312,790	283,473	298,437	306,698	302,768	-3,2%	-1,3%	
Crédits à l'habitat	659,582	688,705	729,085	798,074	814,528	834,727	860,444	895,406	903,195	10,9%	0,9%	
Autres crédits	55,896	49,036	52,504	59,770	55,437	55,836	62,483	55,475	72,100	30,1%	30,0%	
Encours sain	4 180,024	4 331,640	4 542,706	4 753,287	4 805,076	4 890,920	5 024,651	5 204,103	5 115,244	6,5%	-1,7%	
Ménages												
Crédits à la consommation	1 581,413	1 597,906	1 637,096	1 655,381	1 647,641	1 667,203	1 690,226	1 668,513	1 642,191	-0,3%	-1,6%	
Crédits de trésorerie	1 464,565	1 483,211	1 515,022	1 541,583	1 522,788	1 544,879	1 565,450	1 546,868	1 517,617	-0,3%	-1,9%	
Comptes ordinaires débiteurs	53,922	53,255	47,614	45,921	47,515	46,536	47,817	41,249	44,254	-6,9%	7,3%	
Crédit-bail	62,926	61,440	74,460	67,877	77,338	75,788	76,959	80,396	80,320	3,9%	-0,1%	
Crédits à l'habitat	3 486,873	3 566,889	3 659,807	3 817,180	3 848,339	3 908,108	3 988,408	4 086,994	4 091,086	6,3%	0,1%	
Autres crédits	1,663	2,378	1,842	2,547	3,359	2,594	2,203	2,149	2,171	-35,4%	1,0%	
Encours sain	5 069,949	5 167,173	5 298,745	5 475,108	5 499,339	5 577,905	5 680,837	5 757,656	5 735,448	4,3%	-0,4%	
Collectivités locales												
Crédits d'exploitation	5,138	16,629	47,942	30,531	38,536	19,517	26,349	32,250	11,853	-69,2%	-63,2%	
Crédits de trésorerie	3,443	16,237	47,650	28,194	36,262	16,851	23,944	28,233	9,465	-73,9%	-66,5%	
Comptes ordinaires débiteurs	1,695	0,392	0,292	2,337	2,274	2,666	2,405	4,017	2,388	n.s	-40,6%	
Crédits d'investissement	493,998	430,440	418,137	597,865	578,058	556,639	550,681	552,268	575,102	-0,5%	4,1%	
Crédits à l'équipement	492,988	430,440	418,137	597,865	578,058	556,639	550,681	552,268	575,102	-0,5%	4,1%	
Autres crédits	2,516	1,327	1,291	2,479	3,305	4,053	2,155	2,416	4,990	51,0%	106,5%	
Encours sain	501,652	448,396	467,370	630,875	619,899	580,209	579,185	586,934	593,445	-4,3%	1,1%	
Autres agents												
Encours sain	312,514	335,837	301,798	279,289	316,607	338,463	355,082	376,436	363,557	14,8%	-3,4%	
TOTAL												
Encours sain	10 064,139	10 283,046	10 610,619	11 138,559	11 240,921	11 387,497	11 639,755	11 925,129	11 807,694	5,0%	-1,0%	
Créances douteuses brutes	529,836	543,856	553,739	546,758	571,538	606,552	614,569	616,983	641,987	12,3%	4,1%	
Créances douteuses nettes	173,543	176,275	186,954	191,696	201,436	222,158	234,543	233,318	237,089	17,7%	1,6%	
(dt) Entreprises	105,182	107,628	111,887	110,214	110,563	127,214	138,428	161,849	142,086	28,5%	-12,2%	
(dt) Ménages	67,942	68,168	74,660	81,027	88,522	92,771	94,035	69,414	82,030	-7,3%	18,2%	
Provisions	356,293	367,581	366,785	355,062	370,102	384,394	380,026	383,665	404,898	9,4%	5,5%	
Encours brut total	10 593,975	10 826,902	11 164,358	11 685,317	11 812,459	11 994,049	12 254,324	12 542,112	12 449,681	5,4%	-0,7%	
Taux de créances douteuses	5,0%	5,0%	5,0%	4,7%	4,8%	5,1%	5,0%	4,9%	5,2%	0,3 pt	0,2 pt	
Taux de provisionnement	67,2%	67,6%	66,2%	64,9%	64,8%	63,4%	61,8%	62,2%	63,1%	-1,7 pt	0,9 pt	

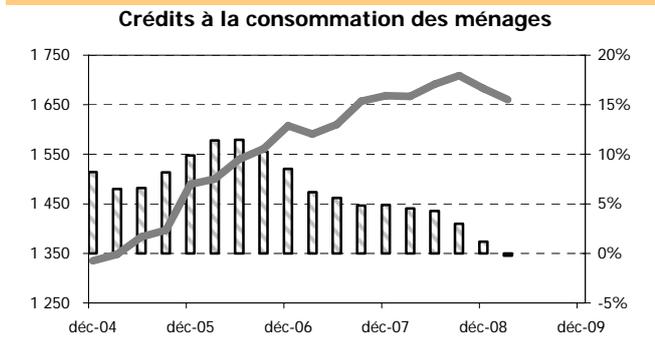
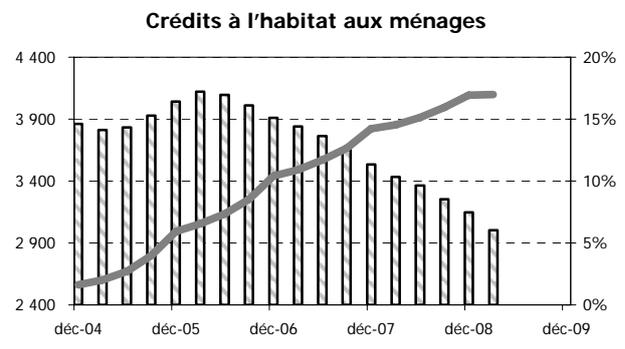
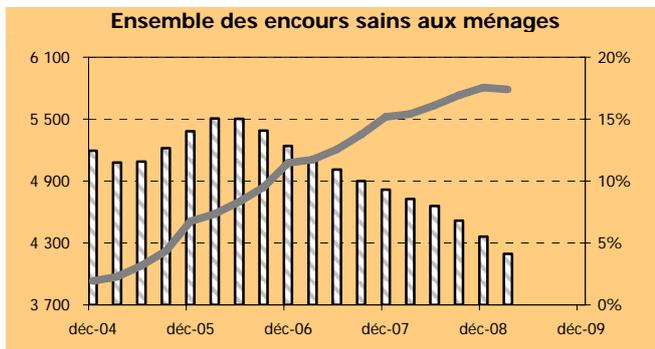
L'évolution de l'endettement des agents économiques

Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite



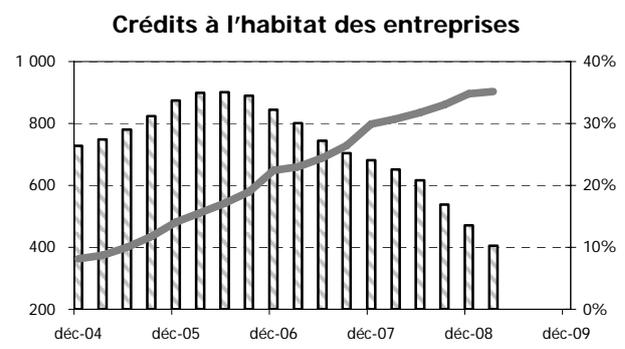
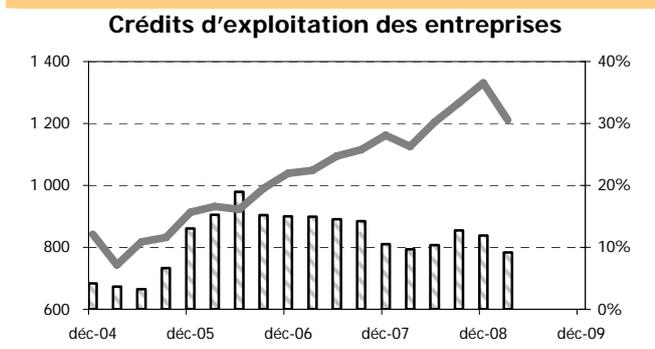
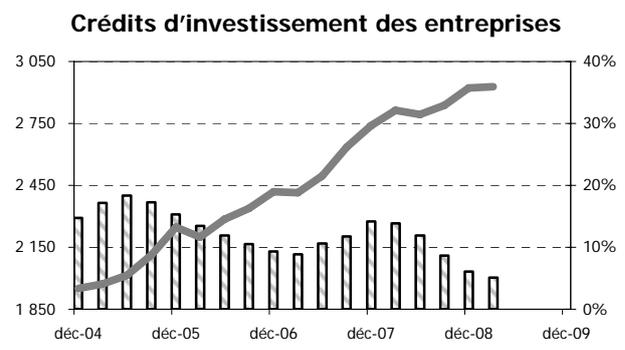
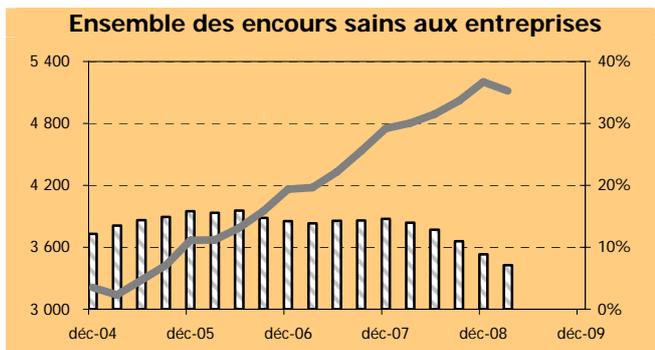
L'endettement des ménages

Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite



L'endettement des entreprises

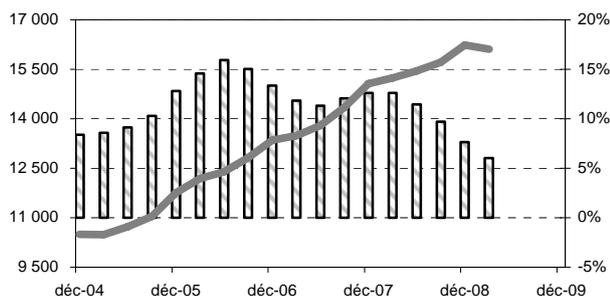
Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite



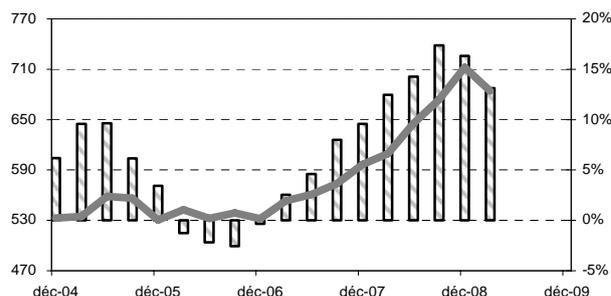
4.2 Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit

	Montants en millions d'euros									Variations	
	mars-07	juin-07	sept-07	déc-07	mars-08	juin-08	sept-08	déc-08	mars-09	1 an	1 trim
Entreprises											
Crédits d'exploitation	1 096,071	1 141,744	1 169,008	1 195,409	1 170,000	1 256,676	1 305,972	1 416,280	1 267,957	8,4%	-10,5%
<i>Créances commerciales</i>	127,592	149,297	142,395	154,861	119,923	136,644	131,610	158,352	113,084	-5,7%	-28,6%
<i>Crédits de trésorerie</i>	544,911	583,798	618,424	593,592	636,398	665,274	705,928	769,853	718,019	12,8%	-6,7%
(dt) <i>Entrepreneurs individuels</i>	117,685	120,540	118,245	116,699	118,942	116,803	116,463	118,952	113,938	-4,2%	-4,2%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	294,690	267,527	265,095	288,100	276,645	301,265	310,970	296,374	280,031	1,2%	-5,5%
<i>Affacturation</i>	128,878	141,122	143,094	158,856	137,034	153,493	157,464	191,701	156,823	14,4%	-18,2%
Crédits d'investissement	2 857,368	2 965,673	3 116,424	3 221,279	3 353,833	3 360,758	3 412,794	3 505,809	3 510,372	4,7%	0,1%
<i>Crédits à l'équipement</i>	2 455,184	2 534,810	2 680,092	2 801,400	2 879,327	2 924,513	2 953,541	3 033,316	3 035,311	5,4%	0,1%
(dt) <i>Entrepreneurs individuels</i>	264,431	262,316	265,721	261,970	253,207	250,973	254,672	250,341	244,234	-3,5%	-2,4%
<i>Crédit-bail</i>	402,184	430,863	436,332	419,879	474,506	436,245	459,253	472,493	475,061	0,1%	0,5%
Crédits à l'habitat	2 359,680	2 409,115	2 552,179	2 652,189	2 661,169	2 679,166	2 697,956	2 750,522	2 757,497	3,6%	0,3%
Autres crédits	56,533	49,649	53,093	60,345	55,988	56,349	62,971	55,936	72,534	29,6%	29,7%
Encours sain	6 369,652	6 566,181	6 890,704	7 129,222	7 240,990	7 352,949	7 479,693	7 728,547	7 608,360	5,1%	-1,6%
Ménages											
Crédits à la consommation	1 641,213	1 660,240	1 701,937	1 720,891	1 712,645	1 732,128	1 756,217	1 733,818	1 706,392	-0,4%	-1,6%
<i>Crédits de trésorerie</i>	1 524,290	1 545,445	1 579,811	1 606,658	1 587,699	1 609,698	1 631,325	1 612,048	1 581,684	-0,4%	-1,9%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	53,997	53,355	47,666	46,356	47,608	46,642	47,933	41,374	44,388	-6,8%	7,3%
<i>Crédit-bail</i>	62,926	61,440	74,460	67,877	77,338	75,788	76,959	80,396	80,320	3,9%	-0,1%
Crédits à l'habitat	3 749,057	3 843,075	3 951,480	4 130,491	4 172,373	4 247,961	4 341,936	4 455,067	4 462,770	7,0%	0,2%
Autres crédits	1,663	2,378	1,842	2,547	3,359	2,594	2,203	2,149	2,171	-35,4%	1,0%
Encours sain	5 391,933	5 505,693	5 655,259	5 853,929	5 888,377	5 982,683	6 100,356	6 191,034	6 171,333	4,8%	-0,3%
Collectivités locales											
Crédits d'exploitation	5,138	16,630	56,529	43,531	56,305	49,340	41,899	37,000	16,553	-70,6%	-55,3%
<i>Crédits de trésorerie</i>	3,443	16,238	56,237	41,194	54,031	46,674	39,494	32,983	14,165	-73,8%	-57,1%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	1,695	0,392	0,292	2,337	2,274	2,666	2,405	4,017	2,388	n.s	-40,6%
Crédits d'investissement	1 322,018	1 277,170	1 336,043	1 675,016	1 633,881	1 615,853	1 610,588	1 734,945	1 775,301	8,7%	2,3%
<i>Crédits à l'équipement</i>	1 321,008	1 277,170	1 336,043	1 675,016	1 633,881	1 615,853	1 610,588	1 734,945	1 775,301	8,7%	2,3%
Crédits à l'habitat	0,133	0,126	0,126	0,112	0,106	0,100	0,094	0,089	1,589	n.s	n.s
Autres crédits	7,841	6,103	5,199	5,051	5,267	5,310	2,905	2,460	5,015	-4,8%	103,9%
Encours sain	1 335,130	1 300,029	1 397,897	1 723,710	1 695,559	1 670,603	1 655,486	1 774,494	1 798,458	6,1%	1,4%
Autres agents											
Encours sain	391,175	420,513	406,374	360,469	410,742	445,200	480,791	545,602	527,641	28,5%	-3,3%
TOTAL											
Encours sain	13 487,890	13 792,416	14 350,234	15 067,330	15 235,668	15 451,435	15 716,326	16 239,677	16 105,792	5,7%	-0,8%
Créances douteuses brutes	553,453	560,867	573,869	596,551	609,422	645,460	674,224	712,188	684,241	12,3%	-3,9%
<i>Créances douteuses nettes</i>	196,646	192,894	206,692	241,163	238,994	260,910	294,042	328,523	279,343	16,9%	-15,0%
(dt) <i>Entreprises</i>	117,504	119,982	123,395	130,655	131,786	146,914	157,610	196,115	173,648	31,8%	-11,5%
(dt) <i>Ménages</i>	76,638	73,970	80,604	86,406	93,967	97,655	99,558	74,750	87,777	-6,6%	17,4%
Provisions	356,807	367,973	367,177	355,388	370,428	384,550	380,182	383,665	404,898	9,3%	5,5%
Encours brut total	14 041,343	14 353,283	14 924,103	15 663,881	15 845,090	16 096,895	16 390,550	16 951,865	16 790,033	6,0%	-1,0%
Taux de créances douteuses	3,9%	3,9%	3,8%	3,8%	3,8%	4,0%	4,1%	4,2%	4,1%	0,2 pt	-0,1 pt
Taux de provisionnement	64,5%	65,6%	64,0%	59,6%	60,8%	59,6%	56,4%	53,9%	59,2%	-1,6 pt	5,3 pt

Encours des crédits sains distribués par l'ensemble des E.C.



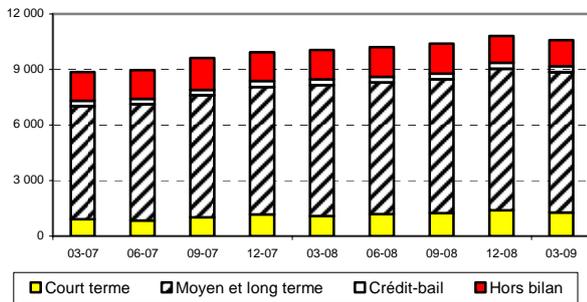
Encours des crédits douteux bruts de l'ensemble des E.C.



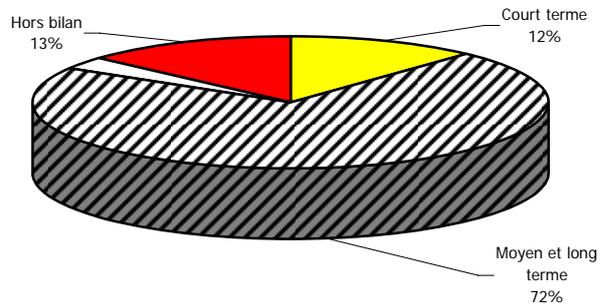
5. Risques sectoriels

Evolution globale des risques déclarés au SCR de la Banque de France

Risques en millions d'€

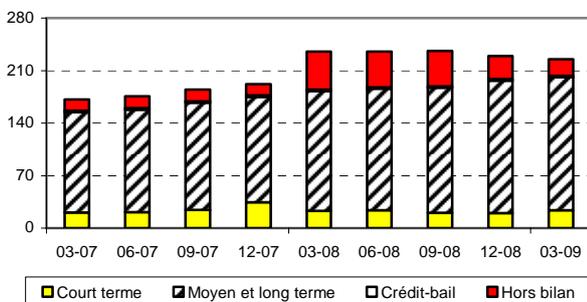


Répartition des risques par secteur à fin mars 2009

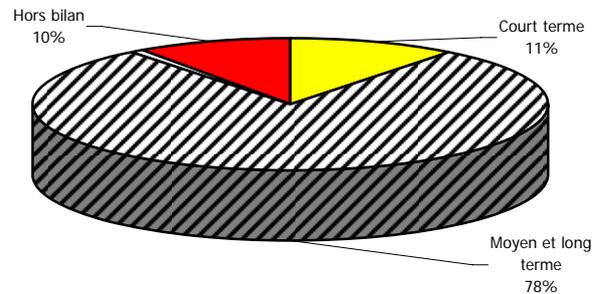


Risques bancaires sur le secteur agricole

Risques en millions d'€

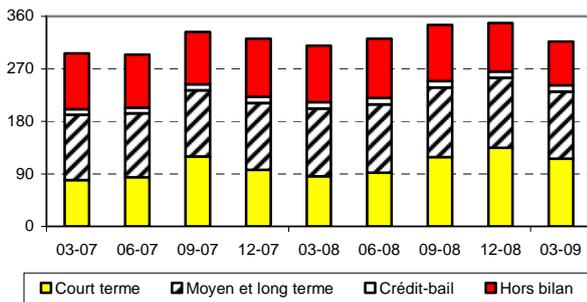


Répartition des risques par secteur à fin mars 2009

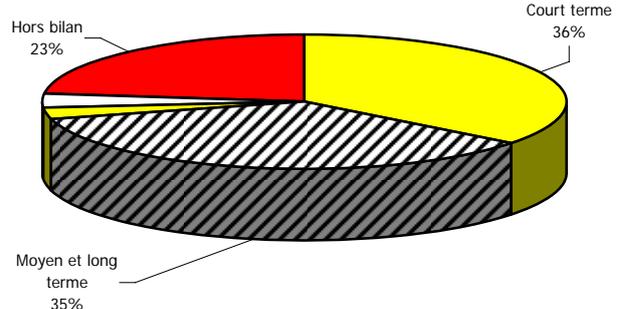


Risques bancaires sur le secteur de l'industrie manufacturière

Risques en millions d'€

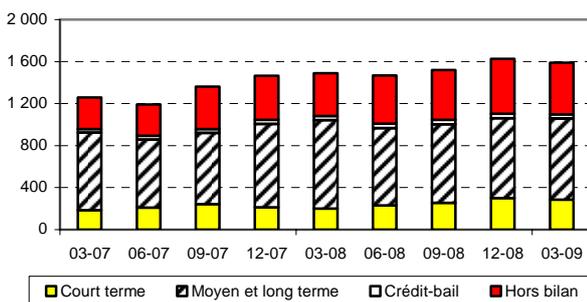


Répartition des risques par secteur à fin mars 2009

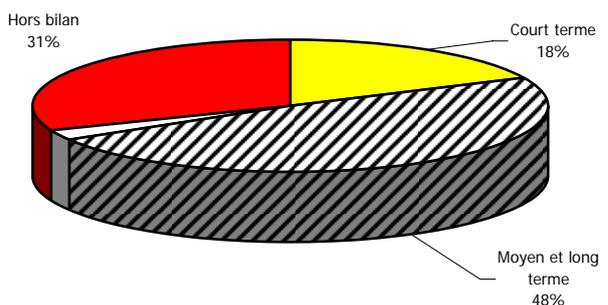


Risques bancaires sur le secteur de la construction

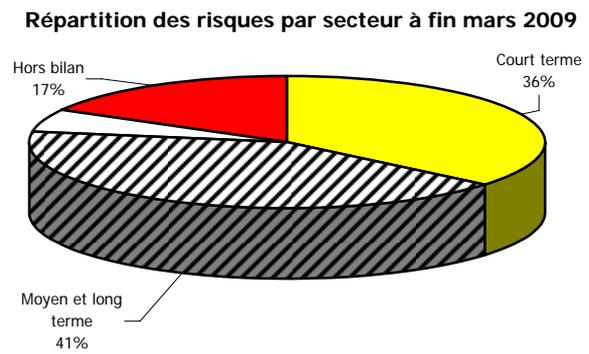
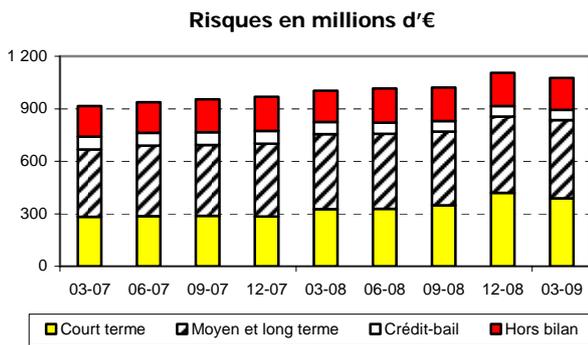
Risques en millions d'€



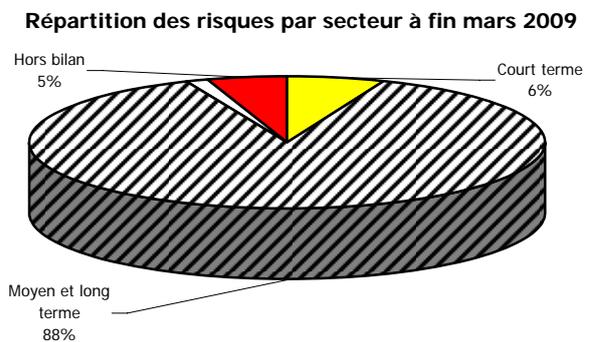
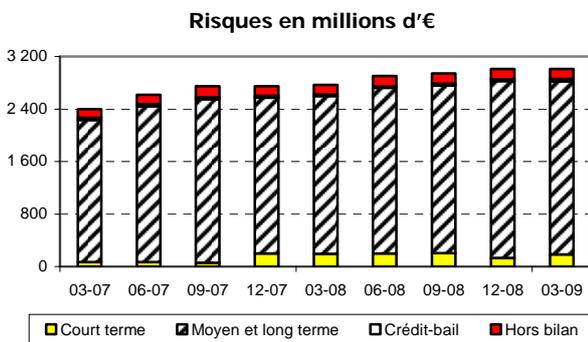
Répartition des risques par secteur à fin mars 2009



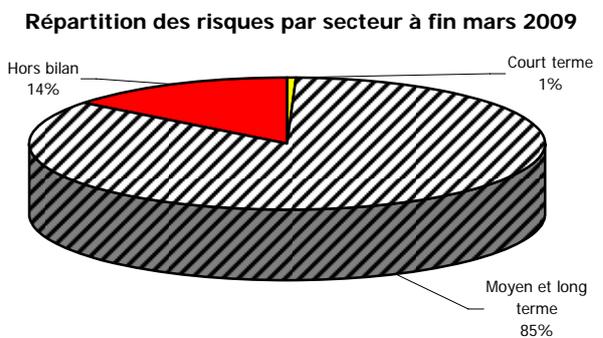
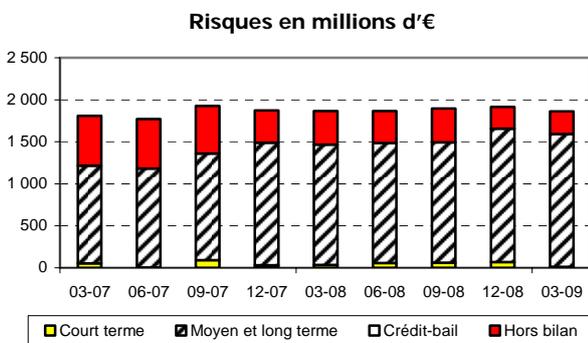
Risques bancaires sur le secteur du commerce



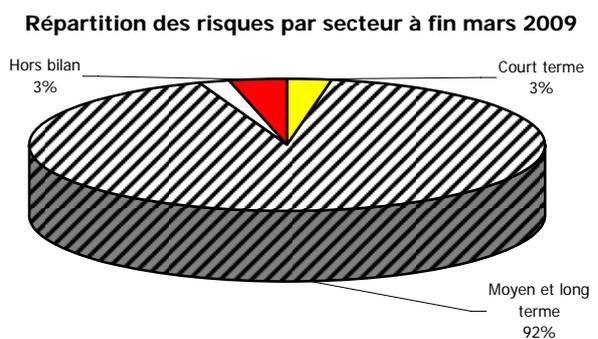
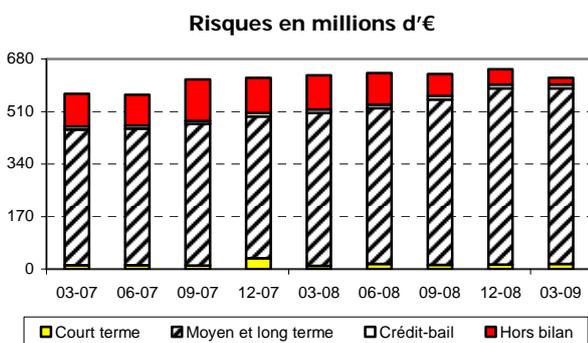
Risques bancaires sur le secteur des activités immobilières



Risques bancaires sur le secteur des administrations publiques



Risques bancaires sur le secteur de la santé et de l'action sociale



6. Rappel des taux

6.1 Taux réglementés

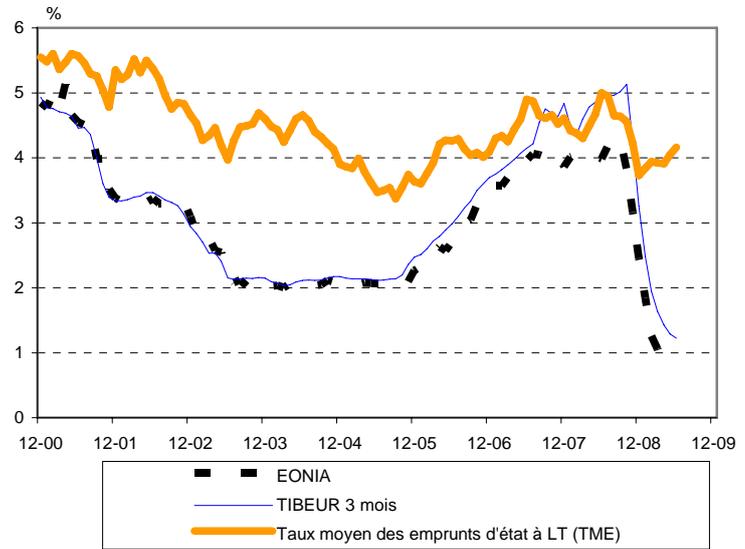
Taux directeurs de la Banque Centrale Européenne	
Taux de soumission minimal des opérations principales de refinancement (13/05/2009)	1,00%
Taux de la facilité de dépôt (13/05/2009)	0,25%
Taux de la facilité de prêt (13/05/2009)	1,75%

Taux de l'Épargne Réglementée (à compter du 1/05/2009)		
Livret A et bleu	Liv. développement	LEP
1,75%	1,75%	2,25%
Plan Epargne Logement *	Cpte Epargne Logement *	
2,50%	1,25%	

* Hors prime d'état

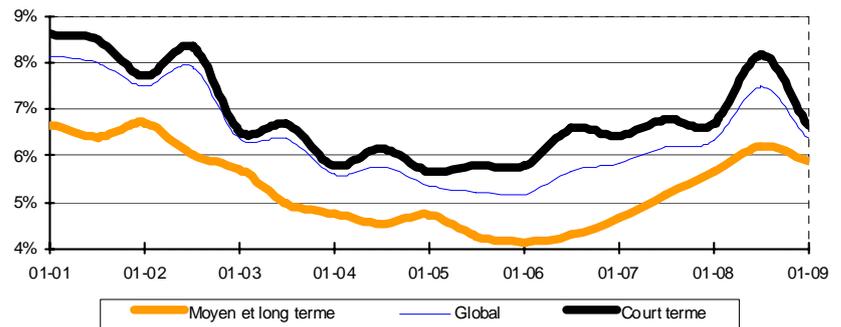
Taux d'intérêt légal	
Année 2008 (JO du 23/02/2008)	3,99%
Année 2009 (JO du 11/02/2009)	3,79%

6.2 Principaux taux de marché



6.3 Enquête de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises

	Taux moyens pondérés		
	janv-08	juil-08	janv-09
Court terme	6,67%	8,17%	6,64%
· Escompte	6,58%	7,86%	6,71%
· Découvert	6,96%	9,55%	7,22%
· Autres CT	6,33%	6,67%	5,66%
Moyen et long terme	5,64%	6,20%	5,87%
Taux moyen pondéré global	6,31%	7,48%	6,36%



6.4 Taux de l'usure

Est considéré comme usuraire tout prêt dont le taux effectif global (T.E.G.) excède, au moment où il est consenti, le taux d'usure publié en application de l'article 1^{er} de la loi n°66-1010 du 28 décembre 1966.

L'article 32 de la loi n°2003-721 du 1^{er} août 2003 pour l'initiative économique sort du champ de la réglementation relative à l'usure les prêts consentis à une personne morale ou à un entrepreneur individuel se livrant à une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale, à l'exception des découverts en compte.

Catégories de crédit		Plafonds de l'usure applicables à compter de						
		oct-07	janv-08	avr-08	juil-08	oct-08	janv-09	avr-09
Particuliers	Prêts immobiliers							
	- Prêts à taux fixe	6,63%	7,12%	7,25%	7,31%	7,36%	7,80%	7,01%
	- Prêts à taux variable	6,72%	7,05%	7,16%	7,19%	7,46%	7,80%	7,03%
	- Prêts relais	6,53%	7,00%	7,25%	7,24%	7,53%	7,72%	7,03%
	Autres prêts							
	- Prêts d'un montant < ou = à 1.524 euros *	20,49%	20,88%	20,60%	20,76%	21,09%	21,32%	21,59%
- Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1.524 euros	9,04%	9,39%	9,60%	9,68%	9,77%	9,92%	9,43%	
- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament > à 1.524 euros (*)	19,80%	20,16%	20,48%	20,51%	20,72%	21,11%	20,63%	
Prof.	- Découverts en compte (**)	14,61%	14,71%	14,29%	14,25%	14,17%	14,55%	13,45%

(*) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

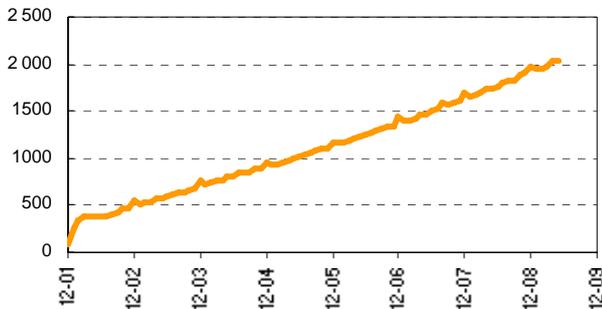
(**) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

7. Monnaie fiduciaire

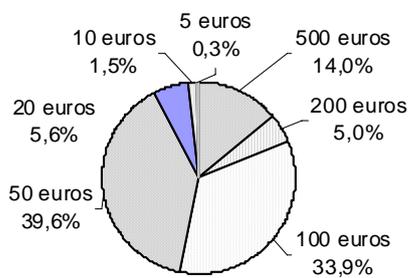
7.1 Emission mensuelle de billets euros

Emissions nettes cumulées de billets (à fin mai 2009)

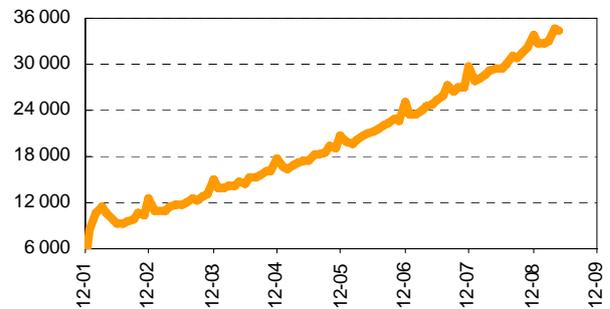
en valeur (en millions d'€)



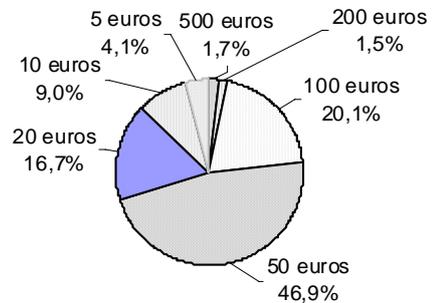
Répartition en valeur à fin mai 2009



en volume (en milliers d'unités)



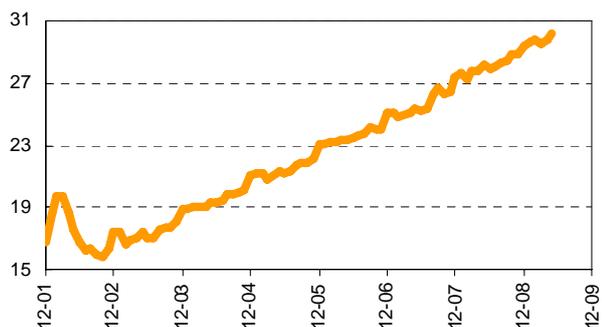
Répartition par quantité à fin mai 2009



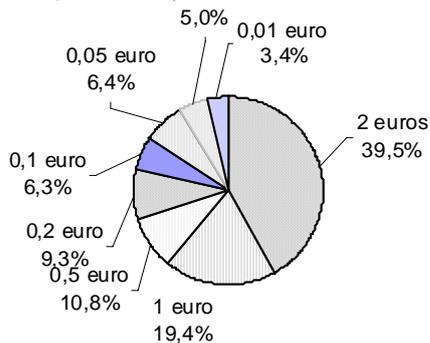
7.2 Emission mensuelle de pièces euros

Emissions nettes cumulées de pièces (à fin mai 2009)

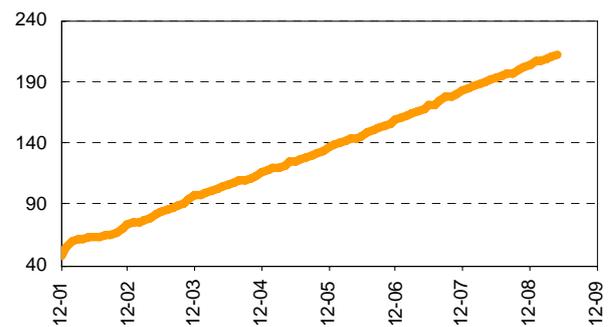
en valeur (en millions d'€)



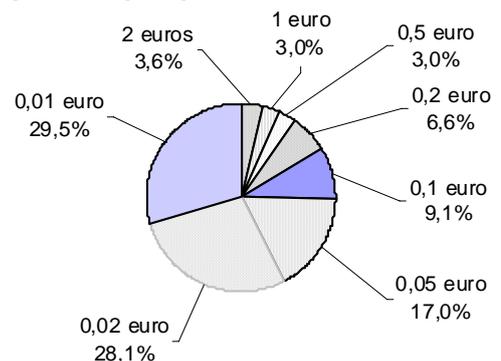
Répartition en valeur à fin mai 2009



en volume (en millions d'unités)



Répartition par quantité à fin mai 2009



INSTITUT D'ÉMISSION DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER
4 rue de la Compagnie - 97400 Saint-Denis
Réunion

Téléphone : 0262.90.71.00 – télécopie : 0262.21.41.32
Site Internet : www.iedom.fr

Directeur de la publication : Y. BARROUX
Responsable de la rédaction : F. DALLIER
Editeur : IEDOM
Achevé d'imprimer le 8 juillet 2009
Dépôt légal N° 139 – Juillet 2009